

La gouvernance sportive en droit marocain (première partie) : un édifice normatif inachevé — la loi n° 30-09 et ses textes d'application

Sports Governance in Moroccan Law (Part One): An Unfinished Normative Edifice — Law No. 30-09 and Its Implementing Regulations

Dr. Samir ABAKIL

Équipe de recherche Management et Gouvernance du Sport

Institut Royal de Formation des Cadres de la Jeunesse et des Sports (IRFC), Rabat

ORCID : 0000-0003-4007-156X — abaakilsamir@gmail.com

Résumé

La loi n° 30-09 relative à l'éducation physique et aux sports proclame, pour les associations et fédérations sportives marocaines, une gouvernance démocratique et transparente, et associe les fédérations à l'exécution d'une mission de service public. Quinze ans après sa promulgation, la présente étude interroge non son contenu mais son état d'achèvement : conduite à partir des textes publiés au Bulletin officiel et de leurs textes d'application — au premier chef les statuts-types, niveau normatif décisif et pourtant délaissé par la doctrine —, elle établit que l'édifice normatif est demeuré inachevé dans sa forme. Quatre carences structurelles sont identifiées : une matière dispersée entre plusieurs strates de textes, sans codification ; une exécution réglementaire à trous, certains textes d'application demeurant non publiés quinze ans après leur habilitation légale ; des renvois à un droit qui a changé sans que la loi soit mise à jour ; et un dernier étage normatif — les règlements généraux et intérieurs des fédérations, où se logent les règles les plus opérationnelles — que rien n'oblige à publier. La correction de ces carences relève pour l'essentiel du pouvoir réglementaire ; la codification, recommandée par le Conseil économique, social et environnemental, appellerait le législateur.

Mots-clés : droit du sport ; loi n° 30-09 ; statuts-types ; textes d'application ; renvoi législatif ; codification ; Maroc.

Abstract

Law No. 30-09 on physical education and sports proclaims democratic and transparent governance for Moroccan sports associations and federations, and entrusts the federations with the execution of a public service mission. Fifteen years after its promulgation, this study questions not the content of the law but its state of completion. Based on the texts published in the Official Bulletin and their implementing regulations — first and foremost the model statutes, a decisive yet doctrinally neglected normative level — it establishes that the normative edifice has remained formally unfinished. Four structural deficiencies are identified: a legal corpus scattered across several layers of texts, without codification; incomplete regulatory implementation, some implementing texts remaining unpublished fifteen years after their legal authorization; references to legislation that has since changed without the law being updated; and a final normative level — the general and internal regulations of federations, where the most operational rules reside — which no provision requires to be published. Correcting these deficiencies falls essentially within the remit of the regulatory power; codification, as recommended by the Economic, Social and Environmental Council, would require the intervention of the legislator.

Keywords: sports law; Law No. 30-09; model statutes; implementing regulations; statutory cross-reference; codification; Morocco.

Introduction

1. Le paradoxe de départ. Peu de matières juridiques offrent un contraste aussi net entre l'ambition du texte et l'état de la pratique. La loi n° 30-09 relative à l'éducation physique et aux sports, promulguée par le dahir n° 1-10-150 du 24 août 2010⁴⁸⁵⁵, exige des statuts des associations sportives qu'ils garantissent « *le fonctionnement démocratique* » et « *la transparence de sa gestion administrative et financière* » (art. 9), impose des exigences homologues aux fédérations (art. 23), et fait de celles-ci des organismes qui « *participent à l'exécution d'une mission de service public* » (art. 22). Le vocabulaire est celui de la bonne gouvernance; l'ambition, celle d'un droit qui discipline. Pourtant, quinze ans après, les mêmes difficultés se répètent. Ce décalage est le point de départ de l'étude — et la première question qu'il appelle est simple : l'édifice normatif censé porter cette ambition a-t-il seulement été achevé?

2. Délimitation du sujet. L'objet retenu n'est pas la gouvernance sportive dans son ensemble — ses mécanismes internes et le règlement de ses différends font l'objet d'une étude distincte⁴⁸⁵⁶ —, mais **l'état d'achèvement de l'édifice normatif** qui doit la porter : la loi n° 30-09, son décret d'application, les statuts-types qu'il édicte, et le socle associatif de 1958 auquel il renvoie. Le périmètre exclut la politique sportive dans son ensemble, le droit du sportif professionnel et le dopage, qui relèvent d'autres textes et d'autres logiques.

3. Intérêt de l'étude. Il est triple. **Théorique** d'abord : le droit du sport marocain offre un terrain d'observation privilégié de la question, classique mais rarement traitée sur un corpus complet, de la **complétude normative** — un texte qui subordonne son propre effet à des règlements qu'il n'a pas encore pris est-il seulement en vigueur? **Pratique** ensuite : dirigeants, conseils et administration travaillent sur un corpus dispersé dont l'étage le plus opérationnel n'est pas publié; rassembler et qualifier, c'est déjà servir. **Prospectif** enfin : le Conseil économique, social et environnemental a recommandé en 2019 de transformer la stratégie nationale du sport en politique publique inscrite dans une **loi-cadre** et d'harmoniser le cadre juridique, la loi n° 30-09 rencontrant selon lui des difficultés majeures d'application⁴⁸⁵⁷. La démarche d'évaluation a depuis changé d'échelle : la Chambre des Représentants a constitué, au titre de sa compétence d'évaluation des politiques publiques (Constitution, art. 70 et 101), un groupe de travail thématique chargé d'évaluer la Stratégie nationale du sport 2008-2020 — stratégie dont le document de cadrage de cette évaluation rappelle qu'elle rangeait l'adoption de la loi n° 30-09 parmi les piliers de son déploiement, le renforcement de la bonne gouvernance des instances sportives parmi ses dix objectifs, et la modernisation du système de gouvernance, actualisation du cadre juridique du sport comprise, parmi ses cinq leviers de mise en œuvre⁴⁸⁵⁸. Évaluer l'achèvement de l'édifice normatif, c'est donc évaluer la stratégie par son instrument juridique : une grille de lecture des carences est aussi une grille d'évaluation des réformes à venir.

4855 Loi n° 30-09 relative à l'éducation physique et aux sports, promulguée par le dahir n° 1-10-150 du 13 ramadan 1431 (24 août 2010), B.O. (édition arabe) n° 5885 du 25 octobre 2010, p. 4805 — seule édition faisant foi; traduction officielle en langue française, B.O. n° 5888. L'ensemble des citations de la loi reproduites dans la présente étude est vérifié sur ces publications.

4856 ABAKIL (S.), « La gouvernance sportive en droit marocain (seconde partie) : les mécanismes internes et le règlement des différends à l'épreuve de la pratique », second volet de la présente étude — il examine, sur le même corpus et selon la même méthode, les mécanismes internes de gouvernance et les voies de règlement des différends.

4857 CESE, *La politique sportive au Maroc*, rapport, saisine n° 26/2019 de la Chambre des Conseillers (25 juillet 2018), Rabat, 2019, not. p. 12 (synthèse : « difficultés majeures d'application », en particulier de la loi n° 30-09; recommandation d'une politique publique « inscrite dans une loi-cadre »).

4858 Chambre des Représentants, Direction du contrôle et de l'évaluation des politiques publiques, division de l'évaluation des politiques publiques et des relations avec les institutions constitutionnelles, présentation relative à l'évaluation de la Stratégie nationale du sport 2008-2020, support de cadrage établi pour le groupe de travail thématique

4. État de la question. La littérature accessible sur le droit du sport marocain reste rare et, surtout, s'arrête au niveau de la loi. Une exception mérite d'être signalée : les travaux d'Abderrazak El Akari, qui a consacré au cadre juridique du sport marocain un ouvrage et plusieurs articles, dont une lecture analytique de la loi n° 30-09 assortie de données d'application chiffrées⁴⁸⁵⁹; c'est à ce jour, à notre connaissance, la contribution la plus documentée sur l'écart entre le texte et sa mise en œuvre, et la présente étude s'y adosse à plusieurs reprises. Elle s'en distingue toutefois par son objet : là où cette lecture porte sur la loi et son application administrative, la nôtre descend d'un étage, au niveau des statuts-types. Une étude antérieure de l'auteur a par ailleurs analysé la gouvernance sportive marocaine au niveau macro — relations État-fédérations, allocation budgétaire, préparation institutionnelle du Mondial 2030 — et documenté le paradoxe d'un cadre juridique ambitieux à la mise en œuvre chroniquement déficitaire⁴⁸⁶⁰; une étude plus récente en a poursuivi le versant matériel — la mutualisation des infrastructures sportives scolaires⁴⁸⁶¹ —; la présente contribution en prolonge le versant juridique. Aucun travail, à notre connaissance et à l'état actuel de nos recherches, n'analyse les **statuts-types article par article** comme niveau normatif décisif, ni ne relève l'existence de **renvois législatifs périmés** ou d'un **étage réglementaire soustrait à toute publication**. C'est dans ces intervalles que se situe la présente contribution.

5. Méthode et limites assumées. L'étude est conduite sur pièces : chaque affirmation est adossée à un article identifié, cité d'après sa publication au Bulletin officiel, étant rappelé que **l'édition arabe fait seule foi** et que l'édition française n'en est qu'une traduction — traduction qui existe pour l'ensemble du corpus retenu, statuts-types compris, de sorte que les passages cités en français le sont d'après la publication officielle et non d'après une traduction de travail. Deux limites sont assumées d'emblée. D'abord, les questions d'effectivité — combien de fédérations satisfont réellement à l'obligation d'audit? — appellent des données de terrain qui débordent l'analyse normative; elles sont formulées comme questions, non tranchées. Ensuite, l'étude s'interdit toute référence à une instance identifiable : les situations évoquées sont générales, construites à partir des textes, et n'illustrent que des hypothèses juridiques.

6. Problématique. De ce qui précède se dégage la question qui commande l'ensemble : **l'édifice normatif qui doit porter la gouvernance proclamée par la loi n° 30-09 est-il, quinze ans après sa promulgation, achevé?**

7. Annonce du plan. Il faut d'abord mesurer ce que cet édifice a d'ambitieux et de réel, et l'ancrage constitutionnel qu'il a reçu en 2011 (1). Il faut ensuite montrer qu'il est demeuré, quatre fois, inachevé : dispersé faute de codification, privé de certains de ses textes d'application, encombré de renvois périmés, et abandonnant ses règles les plus opérationnelles à des textes internes que rien n'oblige à publier (2). La conclusion tire de ce diagnostic une série de propositions, hiérarchisées par instrument.

constitué à cet effet, avril 2024 (document en langue arabe; les éléments cités sont paraphrasés d'après ce support). Le document rattache l'évaluation aux articles 70 et 101 de la Constitution et aux articles 287 à 293 du Règlement intérieur de la Chambre des Représentants.

4859 EL AKARI (A.), « Réformes de la loi régissant le sport au Maroc : lecture analytique », *Podium of Sport Sciences*, vol. 1, n° 1, 2023, ISSN 2820-7564, DOI 10.34874/IMIST.PRSM/podium-v1i1.36462, pp. 50-70. Cet article est la source principale des données d'application citées plus bas (agrément, habilitations, textes manquants).

4860 ABAKIL (S.), « Gouvernance du sport au Maroc : cadre juridique, enjeux budgétaires et préparation du Mondial FIFA 2030 », *IJAFAME*, vol. 6, n° 13, 2025, pp. 381-406, DOI 10.5281/zenodo.17739774. La présente étude en prolonge le diagnostic juridique en descendant au niveau des statuts-types et des textes d'application.

4861 ABAKIL (S.), « Écoles sportives du futur : vers une politique d'infrastructures sportives scolaires partagées au Maroc », *Revue internationale de la recherche scientifique (Revue-IRS)*, vol. 4, n° 4, juillet 2026, pp. 6430-6445, ISSN 2958-8413, DOI 10.5281/zenodo.21512031.

1. Une architecture ambitieuse à l'ancrage constitutionnel réel

8. Avant de reprocher au droit du sport ce qu'il ne fait pas, il faut mesurer ce qu'il a entrepris. L'ambition est ancienne, l'architecture réelle et l'ancrage constitutionnel acquis (1); c'est précisément ce qui donne leur poids aux inachèvements qui l'affectent — dispersion, textes d'application manquants, renvois périmés, règles opérationnelles renvoyées hors publication (2).

1.1. La matrice politique : le tournant de 2008

9. Le dispositif actuel ne se comprend pas sans son acte de naissance politique. Le message royal adressé le 24 octobre 2008 aux participants aux deuxièmes Assises nationales du sport, à Skhirat 4862, dresse un diagnostic dont la loi de 2010 sera la traduction. Il impute la situation du sport national à « *des carences majeures qui exigent une révision du mode de gouvernance en vigueur actuellement, dans la gestion des fédérations et des clubs* » et appelle à « *veiller à l'adaptation du cadre juridique aux développements observés dans ce secteur* ». Le diagnostic est nommément celui de la gouvernance associative : « *dans la gestion des fédérations et des clubs, les responsabilités ne sont pas toujours claires, pas plus que ne sont satisfaits les impératifs de transparence, d'efficacité et de démocratie* », auxquels s'ajoutent « *l'immobilisme qui caractérise certaines organisations sportives et la fréquence, faible ou quasiment nulle, du renouvellement de leurs instances dirigeantes* ». La sortie de crise passe par « *la démocratisation des instances chargées de leur gestion* » et par « *des mécanismes appropriés de contrôle, d'audit et de reddition des comptes* ». Le message pose enfin que « *la pratique sportive devient, de nos jours, un des droits fondamentaux de l'Homme* » et qu'« *il est donc nécessaire d'en élargir l'accès aux hommes et aux femmes de toutes les franges de la société — sans distinction aucune* ». La loi n° 30-09 est la traduction législative de ce programme; le Conseil économique, social et environnemental, saisi par la Chambre des Conseillers, consacrera dix ans plus tard une étude à la politique sportive au Maroc, dont il ressort que la vision était ambitieuse mais que sa mise en œuvre n'a pas suivi.

10. C'est le premier trait de l'édifice : il procède d'un diagnostic de crise de gouvernance, non d'un simple souci de modernisation technique. Toute évaluation du dispositif doit donc se faire à l'aune de cette promesse initiale — gouverner mieux — et non seulement à celle de la conformité formelle.

1.2. L'étagement des normes : une pyramide à quatre niveaux

11. Le droit marocain du sport s'ordonne en quatre étages.

12. La loi n° 30-09 pose les institutions : associations sportives régies par le dahir n° 1-58-376 du 15 novembre 1958 et dotées d'un régime propre (agrément, art. 11; affiliation, art. 12); fédérations regroupant ligues, associations, sociétés et, le cas échéant, licenciés directs (art. 23); ligues régionales (art. 32 s.) et professionnelles (art. 36 s.); comités olympique et paralympique; chambre arbitrale du sport (art. 44).

13. Le décret n° 2-10-628 du 7 hijra 1432 (4 novembre 2011) en organise l'exécution : il habilite le ministre chargé des sports à édicter les statuts-types et à approuver les statuts (art. 1er), définit « l'administration » (art. 2), détaille l'agrément (art. 5 à 7) et la chambre arbitrale (art. 38 à 78). Il a été publié dans l'édition arabe du B.O. n° 5997 du 21 novembre 2011 et dans l'édition française du B.O. n° 6004 du 15 décembre 2011.

4862 Message de Sa Majesté le Roi aux participants aux Assises nationales du sport, Skhirat, 24 octobre 2008 — texte intégral diffusé par l'agence Maghreb Arabe Presse.

14. Les arrêtés portant statuts-types — n° 2647-12 du 18 mars 2013 pour les fédérations (B.O. n° 6140 du 4 avril 2013) et n° 1100-16 du 6 avril 2016 pour les associations (B.O. n° 6466 du 19 mai 2016) — constituent l'étage le plus dense et le plus méconnu : c'est là que vivent les règles opérationnelles de la gouvernance (convocations, quorums, scrutins, dépôt des listes, commissaire aux comptes, admission des membres, affaires courantes). Ce niveau réglementaire, presque ignoré de la doctrine, est en réalité le lieu décisif de la démocratie sportive. Cette thèse n'est pas seulement doctrinale : le Conseil économique, social et environnemental constate que « *la majorité des fédérations sportives ont adopté les nouveaux statuts-types* », tout en jugeant que ceux-ci « *ne conviennent manifestement pas à tous les sports* » et « *n'adresse[nt] pas valablement les spécificités des différents acteurs* »⁴⁸⁶³. Cet étage est donc bien celui qui s'applique — et celui dont l'inadaptation est officiellement relevée. La critique a d'ailleurs une histoire réglementaire que la doctrine ne signale pas : dès le 28 février 2014, un arrêté n° 638-14 a complété l'article premier du statut-type des fédérations pour permettre aux statuts particuliers d'y déroger « en fonction des spécificités de la discipline sportive » dont la fédération a la charge, dans le respect de la loi n° 30-09 et du dahir de 1958⁴⁸⁶⁴; que l'avis de 2022 juge encore le modèle inadapté à tous les sports montre que cette ouverture n'a pas suffi — et l'on verra (second volet) qu'elle a un coût propre : ce qui peut être adapté peut aussi être défaut.

Un cinquième étage, invisible, complète pourtant la pyramide. Les statuts-types ne se referment pas sur eux-mêmes : ils renvoient. Pour les fédérations, « *les modalités de fonctionnement et d'organisation des organes de la Fédération sont fixées dans ses propres règlements généraux* » (2647-12, art. 51); pour les associations, « *la procédure et les modalités d'adhésion sont fixées dans le règlement intérieur* » (1100-16, art. 9 in fine), lequel règle plus largement « *les modalités de fonctionnement et d'organisation des organes* » (art. 39). Ces textes lient pourtant de plein droit : « *l'adhésion à la Fédération emporte de plein droit et obligatoirement adhésion à ses statuts et à ses règlements généraux* » (2647-12, art. 51). Aucune disposition n'en impose la publication au Bulletin officiel. Cet étage sera l'objet du dernier inachèvement (2.4).

15. Le socle transversal, enfin : dahir de 1958 sur le droit d'association, loi n° 41-90 instituant les tribunaux administratifs (recours de soixante jours, art. 23), loi n° 09-09 (violence liée aux compétitions, art. 308-1 à 308-19 du code pénal), loi n° 97-12 relative à la lutte contre le dopage, modifiée et complétée par la loi n° 06-23 promulguée en janvier 2024. S'y est ajoutée, en toute fin de période, la loi n° 35-25 portant création de la Fondation Maroc 2030, promulguée par le dahir n° 1-25-54 du 4 août 2025 — signe que le paysage législatif du sport continue de s'étoffer par strates successives, sans consolidation d'ensemble⁴⁸⁶⁵. Le mouvement se poursuit au Parlement même, dans deux directions : une proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 30-09 elle-même — plus de cinquante articles modifiés, onze abrogés, un remplacé, au motif premier d'une mise en conformité avec la Constitution de 2011 — est enregistrée à la Chambre des Représentants

⁴⁸⁶³ CESE, *L'économie du sport : un gisement de croissance et d'emplois à mettre en valeur*, avis, auto-saisine n° 60/2022, Rabat, réf. ASA-C1-092021-60-7144-fr — les deux premières citations p. 19, la troisième p. 7; l'édition originale porte « n'adresse », son sujet étant « le statut-type ».

⁴⁸⁶⁴ Arrêté du ministre de la jeunesse et des sports n° 638-14 du 28 rebia II 1435 (28 février 2014) complétant l'arrêté n° 2647-12 précité (article premier, second alinéa) — B.O. (éd. arabe) n° 6235 du 1er jourmada I 1435 (3 mars 2014), p. 3030; trad. fr. officielle, B.O. n° 6236 du 4 jourmada I 1435 (6 mars 2014), p. 2485; également reproduit au recueil ministériel de décembre 2016, p. 268.

⁴⁸⁶⁵ Sur ces deux textes récents et leurs références de publication, voir ABAKIL (S.), « Gouvernance du sport au Maroc », préc., not. pp. 383 et 387 (loi n° 06-23 promulguée par le dahir n° 1-24-01 du 19 janvier 2024, B.O. n° 7266 bis du 19 janvier 2024, p. 417, trad. fr. B.O. n° 7314 du 4 juillet 2024, p. 1673; loi n° 35-25, dahir n° 1-25-54 du 4 août 2025, B.O. (éd. arabe) n° 7428 du 7 août 2025, p. 5739).

depuis le 13 janvier 2021 sans avoir abouti 4866, et une proposition portant création d'un Conseil supérieur du sport a été déposée le 25 février 2025 4867 — l'une et l'autre attestant que l'édifice, réputé fondateur, est perçu jusque dans l'hémicycle comme un chantier à reprendre.

1.3. L'ancrage constitutionnel : du fait social au devoir public

16. La Constitution de 2011 a donné à cet édifice un ancrage que la loi de 2010 n'avait pas eu à sa disposition, et cet ancrage est plus exigeant qu'on ne le dit d'ordinaire. L'article 26 ne se borne pas à annoncer un soutien : les pouvoirs publics apportent leur appui « *à la promotion du sport* » et, surtout, « *favorisent le développement et l'organisation de ces secteurs de manière indépendante et sur des bases démocratiques et professionnelles précises* ». L'exigence d'organisation démocratique du sport est donc **constitutionnelle avant d'être légale** : les articles 9 et 23 de la loi n° 30-09 n'en sont que la mise en œuvre. S'y ajoutent l'article 31, qui range « *la formation professionnelle et l'éducation physique et artistique* » parmi les droits dont l'État, les établissements publics et les collectivités territoriales facilitent « *l'égal accès des citoyennes et des citoyens* »; l'article 33, qui charge les pouvoirs publics « *de faciliter l'accès des jeunes à la culture, à la science, à la technologie, à l'art, au sport et aux loisirs* »; l'article 19, qui dispose que « *l'État œuvre à la réalisation de la parité entre les hommes et les femmes* »; et l'article 71, dont le dernier alinéa habilite le Parlement « *à voter des lois-cadres concernant les objectifs fondamentaux de l'activité économique, sociale, environnementale et culturelle de l'État* » 4868.

17. Deux conséquences dogmatiques en découlent : d'une part, le sport n'est plus une simple activité sociale encadrée par la police administrative, mais un objet de devoirs publics; d'autre part, l'art. 71 offre le véhicule d'une éventuelle loi-cadre du sport — ce que le CESE a précisément recommandé en 2019. La proposition de codification défendue en conclusion n'est donc pas une importation : elle a son support constitutionnel interne.

1.4. La proclamation : démocratie, transparence, service public

18. Trois dispositions forment le cœur « proclamatoire » du dispositif, et le référentiel au regard duquel se mesurent les carences.

19. L'art. 9, pour les associations : les statuts doivent comporter des dispositions qui tendent « *à garantir le fonctionnement démocratique de l'association; à la transparence de sa gestion administrative et financière; à l'égal accès des femmes et des hommes à ses organes de direction* ».

20. L'art. 23, pour les fédérations : des dispositions tendant notamment « *à garantir le fonctionnement démocratique de la fédération; à l'organisation de la tenue de la comptabilité; à la publication des rapports moral et financier annuels* » — liste

4866 Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 30-09 relative à l'éducation physique et aux sports, Chambre des Représentants, texte enregistré sous le n° 244 le 13 janvier 2021 (en langue arabe; texte intégral consulté). Son article premier modifie une cinquantaine d'articles de la loi, son article deuxième en abroge onze et son article troisième en remplace un; l'exposé des considérants se fonde notamment sur le rapport du CESE relatif à la politique sportive et sur la nécessité d'harmoniser la loi avec la Constitution de 2011 — tout en conservant, article après article, la technique du renvoi à des textes réglementaires d'application. La proposition n'avait pas abouti à la date de la présente étude.

4867 Proposition de loi portant création du Conseil supérieur du sport, Chambre des Représentants, texte n° 388, déposée le 25 février 2025 (en langue arabe; texte intégral consulté). Le texte n'avait pas été discuté en séance à la date de la présente étude; sur son objet — la substitution d'un établissement public indépendant à l'administration directe du secteur —, voir § 33.

4868 Citations d'après l'édition 2011 de la Constitution publiée par le Secrétariat général du Gouvernement, Direction de l'imprimerie officielle, série « Documentation juridique marocaine ».

où manque, on le notera dès à présent, l'égal accès des femmes et des hommes que l'art. 9 impose aux associations : l'asymétrie est dans le texte même.

21. L'art. 22, enfin, qui change la nature de l'ensemble : « *Les fédérations sportives participent à l'exécution d'une mission de service public.* » La formule importe le sport associatif dans l'orbite du droit public — avec ce que cela implique d'encadrement des actes, de contrôle du juge administratif et d'exigences de gouvernance qui ne sont plus seulement statutaires mais fonctionnelles.

22. À quoi s'ajoute l'organisation d'un ordre disciplinaire interne (art. 24 : pouvoir disciplinaire sur licenciés, cadres, dirigeants, arbitres, agents, ligues, associations et sociétés affiliées; organe disciplinaire statutaire obligatoire statuant selon un règlement conforme aux standards des fédérations internationales).

23. L'architecture est donc réelle : quatre étages de normes, un ancrage constitutionnel, une proclamation exigeante et l'entrée du mouvement sportif dans le service public. Rien, à ce stade, ne distingue défavorablement le dispositif marocain des standards comparés. C'est précisément ce qui rend significatives les incomplétudes que la suite recense : si la gouvernance sportive déraile, ce n'est pas faute d'architecture — c'est que l'édifice proclamé n'a pas reçu son outillage d'exécution.

2. Un inachèvement structurel

24. L'architecture qui vient d'être décrite est réelle; mais l'édifice n'a jamais été achevé. Quatre inachèvements structurels, de nature différente, se cumulent : un défaut d'ordonnancement (2.1), une exécution à trous (2.2), des renvois morts (2.3) et un renvoi hors publication (2.4). Aucun n'est anecdotique : chacun produit des effets juridiques propres.

2.1. La dispersion : un droit sans cote

25. Le praticien qui veut répondre à une question simple — qui convoque une assemblée élective, dans quel délai, avec quel recours? — doit mobiliser au minimum quatre textes de rangs différents : la loi n° 30-09, le décret n° 2-10-628, l'arrêté portant statut-type applicable (n° 1100-16 ou n° 2647-12) et, en toile de fond, le dahir n° 1-58-376; s'y ajoutent, selon la question, la loi n° 41-90 (contentieux), la loi n° 09-09 (violence liée aux compétitions) et la loi n° 97-12 (dopage). Aucun de ces textes ne renvoie systématiquement aux autres; aucune édition consolidée officielle ne les rassemble.

26. Cette dispersion n'est pas qu'un inconfort documentaire. Elle a trois effets juridiques : (i) elle nourrit les erreurs d'imputation — attribuer à la loi ce qui est dans l'arrêté, chercher dans la loi une procédure d'affiliation qu'elle n'a jamais contenue; (ii) elle affaiblit le contrôle — un droit introuvable est un droit peu invoqué, et l'écart entre la règle et la pratique s'installe sans être aperçu; (iii) elle fait de la « connaissance du droit » une rente pour initiés, à rebours de l'objectif de transparence proclamé par les art. 9 et 23. Le département chargé du secteur a du reste documenté lui-même cette dispersion : en décembre 2016, sa direction chargée des études juridiques a rassemblé en un recueil de 341 pages ce que sa présentation nomme « l'arsenal juridique du secteur » — du dahir du 18 février 1941 organisant l'administration de la jeunesse et des sports jusqu'aux arrêtés de 2016 —, en promettant des mises à jour périodiques⁴⁸⁶⁹. L'initiative atteste que le besoin d'unification était perçu de l'intérieur; elle ne pouvait le combler. L'exigence d'un texte unique n'est du reste

⁴⁸⁶⁹ Ministère de la jeunesse et des sports, Secrétariat général, direction de la coopération, de la communication et des études juridiques, (Textes législatifs et réglementaires du ministère de la jeunesse et des sports), décembre 2016, 341 p., document public diffusé en ligne par le ministère — présentation, p. 8. Un recueil administratif rassemble sans consolider : il facilite l'accès au droit, mais n'a ni l'autorité ni les effets d'une codification.

pas nouvelle : la commission consultative constituée après la crise sportive de 1979 recommandait déjà, dans son rapport de 1983, un « code du sport » unifiant les disciplines, précisant le degré d'intervention de chaque acteur et tenant compte des spécificités de l'activité sportive⁴⁸⁷⁰. Plus de quarante ans plus tard, la recommandation n'a pas été suivie. La recommandation du CESE (saisine n° 26/2019) d'une loi-cadre harmonisant le dispositif — dont l'art. 71 de la Constitution offre le véhicule — répond exactement à ce diagnostic; la codification, défendue en conclusion, en est le prolongement : rassembler d'abord, réformer ensuite.

2.2. Les textes d'application : une exécution à trous

27. Deuxième inachèvement, plus grave : la loi subordonne son propre effet à des textes d'exécution dont une partie tarde ou manque. Le trait est structurel, non accidentel, et il faut le dire dans toute sa rigueur : vérification faite sur le texte même de la loi, **vingt articles** — 4, 6, 9, 11, 15, 23, 44, 49, 51, 52, 54, 55, 57, 63, 65, 77, 78, 79, 80 et 90 — renvoient l'un de leurs éléments essentiels à un texte pris « *par voie réglementaire* ». Et l'article 118, qui clôt la loi, dispose : « *Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à compter de la date de publication au Bulletin officiel des textes réglementaires nécessaires pour leur pleine application.* » **L'entrée en vigueur de la loi est donc elle-même conditionnelle** : elle ne se produit qu'à la publication de textes que la loi énumère sans les avoir elle-même pris, et dont plusieurs — on le verra — n'ont toujours pas vu le jour. Une partie de la loi n° 30-09 n'est donc, à s'en tenir à sa lettre, pas même formellement entrée en vigueur. Les articles 112 à 114 accentuent le paradoxe : ils accordent aux associations, fédérations, ligues, sociétés sportives et agents sportifs existants un délai de douze mois **à compter de cette même entrée en vigueur** pour se mettre en conformité — un délai qui court à partir d'une date que la loi ne fixe pas elle-même. Dans le corpus jurisprudentiel consulté pour la présente recherche, aucune décision ne paraît avoir soulevé ce moyen; le silence des plaideurs sur une disposition aussi lourde de conséquences est en lui-même un fait remarquable, qui appellerait une vérification systématique.

28. L'inventaire est contrasté, et il faut le dire avec exactitude. Le contrat-type de l'**art. 14** existe : l'arrêté du ministre de la jeunesse et des sports n° 1283-16 du 27 avril 2016 **édicte les contrats sportifs types** — celui du sportif professionnel et celui du cadre sportif professionnel (B.O. n° 6552 du 16 mars 2017) —, près de six ans après la loi. En revanche, les seuils de l'**art. 15**, qui commandent l'obligation de constituer une société sportive — recette moyenne et masse salariale moyenne sur trois saisons —, restaient en 2023 « *fixés par voie réglementaire* » sans l'avoir été; et les textes d'application relatifs aux centres de formation sportive — agrément (art. 52), convention-type de formation (art. 54), programmes pédagogiques (art. 55) — sont signalés comme non publiés⁴⁸⁷¹.

Une règle dont le texte d'application manque n'est pas une règle sévère : c'est une règle inapplicable. L'obligation de l'art. 15 ne peut être ni exigée ni sanctionnée tant que les montants ne sont pas fixés — alors même que la loi assortit son inobservation d'une exclusion des compétitions fédérales. Le droit proclamé se retourne alors contre la sécurité juridique : les acteurs de bonne foi ne peuvent pas se conformer, et les acteurs habiles invoquent l'inachèvement pour neutraliser la règle. Le précédent est d'ailleurs connu : la loi n° 06-87, issue des travaux d'une commission qui avait rendu son rapport en 1983, n'a été publiée qu'en 1989, et ses textes d'application se sont échelonnés sur 1993, 1995 et 1997⁴⁸⁷².

4870 COMMISSION CONSULTATIVE POUR LE FOOTBALL, *الاحتضان*, publications du Secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports, 1983.

4871 EL AKARI (A.), « Réformes de la loi régissant le sport au Maroc : lecture analytique », préc.

4872 Loi n° 06-87 relative à l'éducation physique et aux sports, promulguée par le dahir n° 1-88-172 du 13 chaoual 1409 (19 mai 1989), abrogée par l'art. 117 de la loi n° 30-09.

Un inventaire daté des textes prévus et des textes pris donnerait la mesure chiffrée du phénomène; à ce stade, le constat qualitatif suffit à la démonstration. Il n'est du reste pas isolé : réunis en journée d'étude consacrée à la loi n° 30-09 à l'Institut Royal de Formation des Cadres, le 6 mai 2024 à Salé, universitaires, avocats et magistrats appelaient encore à l'édiction de l'ensemble de ses textes d'application, à la mise en place effective des organes de pilotage et de consultation qu'elle prévoit, et à la fondation d'une véritable politique législative du sport⁴⁸⁷³.

Le chiffre existe pourtant là où l'application a commencé, et il est éloquent. La procédure d'agrément des associations sportives, prévue dès 2010, n'a été mise en œuvre qu'à partir de 2018; selon les chiffres du département chargé du sport arrêtés en avril 2020, **900 associations étaient agréées sur environ 5 000** actives dans le domaine, alors qu'une circulaire ministérielle avait fixé octobre 2019 comme date limite de reconnaissance des seules associations agréées⁴⁸⁷⁴. Les données les plus récentes confirment la persistance du phénomène : 6 984 associations sportives actives étaient recensées en novembre 2025, quand le dernier décompte publié des accréditations (environ 1 000, selon les données du CESE de 2019) laisse estimer un taux de conformité de l'ordre de 15 %⁴⁸⁷⁵. Devant la Chambre des Conseillers, le 27 janvier 2026, le chef du gouvernement a d'ailleurs fait état de plus de 2 000 associations désormais accréditées — en relevant lui-même qu'elles opéraient jusque-là hors de tout cadre régulier — et d'un tissu associatif passé de 4 745 à plus de 7 000 associations entre 2021 et 2025⁴⁸⁷⁶ — ordre de grandeur cohérent avec le recensement précité : même ainsi actualisées, ces données laissent la majorité du tissu recensé hors du champ de l'accréditation, et l'ampleur de la régularisation revendiquée mesure celle du stock antérieur d'inapplication. L'habilitation des fédérations, prévue à l'article 25, donne une image plus nette encore — son histoire, reconstituée sur le Bulletin officiel, traverse les deux lois. L'institution n'est pas neuve : la loi n° 06-87 la connaissait déjà (art. 17), et deux fédérations seulement en avaient bénéficié en vingt et un ans d'application, par arrêtés du 4 septembre 2002 et du 12 décembre 2008. **Sous l'article 25 de la loi nouvelle, deux fédérations seulement l'ont obtenue en quinze ans** — la première par arrêté du 28 août 2015, publié cinq ans après la loi, la seconde par arrêté du 1er juillet 2024, près de quatorze ans après — sur les cinquante-sept que compte aujourd'hui le pays, cependant que les subventions publiques continuaient d'être versées à l'ensemble⁴⁸⁷⁷. S'y ajoute une question que les dispositions transitoires laissent entière : aucun texte ne règle le sort des habilitations délivrées sous la loi ancienne — l'article 112 se

4873 « () « 30.09 دراسة وتحليل للقانون 30.09 » La législation sportive au Maroc : étude et analyse de la loi n° 30-09, journée d'étude organisée par l'Institut Royal de Formation des Cadres, Salé, 6 mai 2024 — recommandations rendues publiques et rapportées par la presse (Madar21.com, mai 2024).

4874 Données publiées par EL AKARI, préc. — chiffres du département chargé du sport arrêtés en avril 2020. Toutes les données citées sont agrégées; aucune instance n'est identifiée.

4875 ABAKIL (S.), « Gouvernance du sport au Maroc », préc., pp. 390-391 (recensement de l'exposé parlementaire du 4 novembre 2025 : 6 984 associations actives, 261 ligues, 57 fédérations; estimation d'un taux de conformité de 14 à 15 % en l'absence de données actualisées publiées depuis le rapport CESE de 2019).

4876 Exposé du chef du gouvernement devant la Chambre des Conseillers, séance mensuelle des questions de politique générale consacrée aux politiques publiques dans le domaine du sport, 27 janvier 2026. Les données chiffrées sont rapportées d'après l'exposé oral; le compte rendu intégral de la séance fait foi.

4877 Recensement opéré sur les publications au Bulletin officiel : sous la loi n° 06-87 (art. 17), arrêtés n° 1392-02 du 4 septembre 2002 (B.O. n° 5036 du 5 septembre 2002, p. 2571) et n° 2179-08 du 12 décembre 2008 (B.O. n° 5709 du 16 février 2009, p. 490); sous la loi n° 30-09 (art. 25), arrêtés n° 3233-15 du 28 août 2015 (B.O. n° 6404 du 15 octobre 2015, p. 8403) et n° 1696-24 du 1er juillet 2024 (B.O. n° 7321 du 29 juillet 2024, p. 4867) — soit, au titre de la loi en vigueur, 96,5 % des fédérations opérant sans la reconnaissance formelle qu'elle exige pour l'exercice des missions qu'elle leur confie. Chaque habilitation est accompagnée ou précédée de l'approbation des statuts de la fédération concernée; conformément à la règle de réserve de l'étude, les fédérations ne sont pas nommées. Le décompte de deux habilitations retenu par la doctrine (ABAKIL, préc., p. 390) s'entend du seul régime de l'article 25.

borne à imposer une mise en conformité dans les douze mois — et aucune des deux fédérations habilitées sous ce régime n'a reçu d'habilitation nouvelle publiée au titre de l'article 25 : l'abrogation opérée par l'article 117 laisse donc leur situation actuelle indéterminée. Quatre habilitations publiées en vingt-deux ans, tous régimes confondus : le rythme, à lui seul, dit l'état du mécanisme. Le gouvernement présente du reste aujourd'hui la conditionnalité comme une réforme accomplie : selon le même exposé du 27 janvier 2026, les subventions publiques ne sont plus accordées sans conditions mais subordonnées à l'accréditation, au respect de cahiers des charges et à la logique du contrat-programme — présentation qui, en qualifiant ce passage de transformation profonde, confirme rétrospectivement la pratique antérieure décrite ci-dessus. Un droit dont la condition d'accès n'est remplie que par une fraction des sujets, et dont l'avantage est distribué à tous, n'organise plus rien : il enregistre.

Le constat n'est pas seulement doctrinal; il est institutionnel. Examinant la conclusion des contrats-objectifs, le Conseil économique, social et environnemental relève au titre du « *non-respect des dispositions de la loi 30-09* » : « *gestion de plusieurs disciplines par une fédération, manque d'habilitations des fédérations, reconduction du Président ou des membres du comité directeur au-delà de deux mandats successifs, absence de livret de suivi médical des sportifs* », auxquels s'ajoutent « *l'absence de manuels de procédures administratives et financières au niveau des clubs et fédérations* » et « *l'absence de publication du rapport d'audit et du rapport financier* »⁴⁸⁷⁸. Chacun de ces items renvoie à une disposition précise que la loi ou le statut-type prescrit : l'habilitation de l'article 25, le plafond de mandats de l'article 23, le livret médical de l'article 60 — dont le modèle avait pourtant été fixé dès juin 2014⁴⁸⁷⁹ —, la publication des rapports que le même article 23 impose aux statuts fédéraux. Ce n'est donc pas un jugement d'opportunité : c'est le relevé, par une institution constitutionnelle, de l'inapplication d'un texte article par article.

2.3. Les renvois périmés : le texte qui cite un droit disparu

29. Troisième inachèvement : l'entretien du texte. L'art. 32 impose l'affiliation des associations à « une ligue régionale instituée dans chacune des régions créées par la loi n° 47-96 relative à l'organisation de la région » — loi du découpage en seize régions, dépassée depuis 2015 par la loi organique n° 111-14 et le passage à douze régions. Le renvoi n'a jamais été actualisé.

30. La conséquence n'est pas seulement esthétique : la carte des ligues — et donc la composition des assemblées générales fédérales, où les ligues votent (statut-type n° 2647-12, art. 22 §1 : quatre sièges de ligues au comité directeur) — repose sur un substrat territorial que le droit commun a abandonné. Selon que l'on tient le renvoi pour figé (seize régions de 1997) ou pour mobile (douze régions de 2015), le nombre de ligues « régulières » diffère; l'incertitude atteint ainsi, par ricochet, la régularité des scrutins fédéraux. Qu'une question aussi mécanique — combien de régions? — n'ait pas de réponse textuelle univoque dit l'ampleur du défaut d'entretien normatif.

2.4. Le renvoi hors publication : l'étage invisible de la pyramide

31. Dernier inachèvement, le plus discret, parce qu'il n'est pas dans ce que les textes disent mais dans ce qu'ils délèguent. Les statuts-types ne règlent pas tout : ils renvoient les modalités les plus opérationnelles à des textes internes. Pour les fédérations, « *les modalités de fonctionnement et d'organisation des organes de la Fédération sont fixées dans ses propres*

⁴⁸⁷⁸ CESE, avis n° 60/2022, préc., p. 19.

⁴⁸⁷⁹ Arrêté du ministre de la jeunesse et des sports n° 2148-14 du 8 chaabane 1435 (6 juin 2014) fixant le modèle du livret médical du sportif licencié, pris en application de l'article premier du décret n° 2-10-628 — reproduit au recueil ministériel préc., p. 269. Le texte existait donc; le constat du CESE porte sur son inapplication.

règlements généraux»; l'affiliation y « *emporte de plein droit et obligatoirement adhésion à ses statuts et à ses règlements généraux* », et la Fédération se réfère pour le reste aux statuts de sa fédération internationale (2647-12, art. 51). Pour les associations, c'est la **procédure d'adhésion elle-même** qui est renvoyée : « *la procédure et les modalités d'adhésion sont fixées dans le règlement intérieur* » (1100-16, art. 9 in fine), lequel fixe aussi « *les modalités de fonctionnement et d'organisation des organes* » (art. 39) et s'impose de plein droit à tout adhérent. Les modalités d'élection des délégués de section suivent le même chemin (art. 15 in fine).

32. Ces renvois ne sont pas critiquables en eux-mêmes : toute organisation a besoin d'un droit interne. Ce qui l'est, c'est qu'**aucune disposition n'impose la publication de ces textes**, alors qu'ils portent des règles décisives — qui adhère, comment on vote, qui convoque quoi. Trois conséquences en découlent. D'abord, la pyramide décrite plus haut (§§ 11 à 15) est incomplète : son étage le plus proche du justiciable échappe au Bulletin officiel. Ensuite, l'exigence de transparence des articles 9 et 23 se trouve prise en défaut à l'endroit même où elle serait la plus utile : un membre peut être soumis à des règles qu'il n'a pu consulter avant d'y adhérer. Enfin, le contrôle en souffre : le juge saisi d'une irrégularité d'assemblée doit se faire produire par la partie défenderesse le texte même dont la violation est alléguée. Imposer la publication des règlements généraux et intérieurs — sur le site de l'organisme, à défaut du Bulletin officiel — serait, à coût nul, l'une des mesures d'accès au droit les plus rentables du dispositif. (*La primauté de l'édition arabe du Bulletin officiel, rappelée en tête de cette étude, ne pose ici aucune difficulté d'accès : la loi n° 30-09 comme les deux arrêtés portant statuts-types sont publiés dans les deux éditions.*)

2.5. Le défaut d'un maître d'œuvre

33. Quatre inachèvements, quatre remèdes d'inégale lourdeur : la codification exige le législateur; l'achèvement des textes d'application et l'actualisation des renvois ne demandent que le pouvoir réglementaire; la publication des règlements internes, une ligne dans un statut-type. Rien d'insurmontable — c'est bien ce qui rend l'inachèvement significatif : il ne s'explique ni par un obstacle juridique ni par un coût, mais par l'absence d'un « gardien du texte ». L'édifice proclamé n'a pas de maître d'œuvre.

Le constat a désormais une traduction parlementaire, et même chiffrée. L'exposé des motifs de la proposition de loi portant création d'un Conseil supérieur du sport, déjà rencontrée au § 15, relève que le secteur a connu plus de treize rattachements gouvernementaux successifs depuis l'indépendance — tantôt secrétariat d'État, tantôt département partagé, tantôt simple direction — et impute à cette instabilité institutionnelle l'affaiblissement de l'action publique sportive; le remède qu'il propose est un établissement public indépendant chargé d'assurer la continuité de l'action de l'État dans le domaine du sport, qui se substituerait à l'administration directe du secteur dans l'ensemble de ses droits et obligations⁴⁸⁸⁰. Qu'un tel texte prospère ou non, le diagnostic qu'il documente est exactement celui de la présente sous-section : l'édifice n'a pas manqué de normes, il a manqué d'un gardien stable.

⁴⁸⁸⁰ Proposition de loi n° 388 préc. (note du § 15), déposée par treize membres du groupement parlementaire Justice et Développement — exposé des motifs (plus de treize rattachements gouvernementaux successifs du secteur depuis l'indépendance) et art. 1, 2 et 29 à 35 (substitution du Conseil, personne morale de droit public à autonomie financière, à la direction chargée du sport, avec transfert des personnels, des biens et des contrats). On observera que l'article 36 de la proposition subordonne l'entrée en vigueur de la loi à la publication de l'ensemble de ses textes réglementaires d'application — la technique même dont l'article 118 de la loi n° 30-09 a montré les périls (§ 27) —, quoiqu'il l'enferme, lui, dans un délai de six mois.

Conclusion

34. Le diagnostic tient en une phrase : **la loi n° 30-09 a proclamé un édifice qu'elle n'a pas achevé de construire**. L'architecture est réelle — quatre étages de normes, un ancrage constitutionnel acquis depuis 2011, l'entrée du mouvement sportif dans le service public (1) — mais elle est demeurée inachevée dans sa forme : une matière dispersée sans codification, une exécution réglementaire à trous, des renvois à un droit disparu, et un dernier étage normatif que rien n'oblige à publier (2).

35. **Par arrêté** — immédiatement disponible et à coût nul : imposer la publication des règlements généraux et intérieurs des fédérations et des associations, aujourd'hui hors de toute obligation de publicité alors qu'ils portent les règles les plus opérationnelles de la gouvernance.

36. **Par décret** : achever les textes d'application encore manquants — les seuils de l'art. 15 conditionnant l'obligation de société sportive, l'agrément des centres de formation de l'art. 52 et les textes d'application des art. 54 et 55; actualiser le renvoi périmé de l'art. 32 à la carte des régions; **ajouter l'agrément de l'art. 11 à l'annexe du décret n° 2-22-387**, qui arrête la liste des décisions administratives auxquelles s'applique le silence valant acceptation⁴⁸⁸¹ — une ligne dans un tableau existant.

37. **Par la loi**, à terme : codifier. La loi-cadre recommandée par le Conseil économique, social et environnemental trouve dans l'article 71 de la Constitution le véhicule qui lui manquait; elle ne ferait que reprendre une recommandation déjà formulée par la commission consultative de 1983, jamais suivie. Rassembler d'abord, réformer ensuite.

38. Aucune de ces mesures n'exige de moyens nouveaux; toutes exigent un maître d'œuvre. La matière est écrite, vérifiée, disponible — il ne manque au droit du sport marocain ni les principes ni les modèles, mais la décision d'achever ce qui a été commencé en 2008. Reste que l'inachèvement du texte n'est que la moitié du diagnostic : à supposer même l'édifice achevé, ordonné, publié, la gouvernance qu'il organise resterait désarmée dans son fond — délais sans sanction, parité asymétrique, mandats ambigus, admission sans procédure, tutelle fruste, arbitrage fermé, juge hors tempo, vides répressifs. C'est l'objet d'une étude distincte, conduite sur le même corpus et selon la même méthode.

Références

1. Textes officiels

- Constitution du Royaume du Maroc, 2011 (dahir n° 1-11-91 du 29 juillet 2011), art. 19, 26, 31, 33 et 71 — édition 2011, Secrétariat général du Gouvernement, Direction de l'imprimerie officielle, série « Documentation juridique marocaine ».
- Loi n° 30-09 relative à l'éducation physique et aux sports, promulguée par le dahir n° 1-10-150 du 24 août 2010 — B.O. (éd. arabe) n° 5885 du 25 octobre 2010, p. 4805; traduction officielle française, B.O. n° 5888.
- Décret n° 2-10-628 du 7 hijra 1432 (4 novembre 2011) pris pour l'application de la loi n° 30-09 — B.O. (éd. arabe) n° 5997 du 21 novembre 2011; trad. fr. n° 6004 du 15 décembre 2011.
- Arrêté du ministre de la jeunesse et des sports n° 1283-16 du 19 rejeb 1437 (27 avril 2016) édictant les contrats sportifs types — B.O. n° 6552 du 16 mars 2017.

4881 Décret n° 2-22-387 du 17 chaoual 1444 (8 mai 2023), pris pour l'application de la loi n° 55-19 relative à la simplification des procédures et des formalités administratives, fixant la liste des décisions administratives auxquelles le silence de l'administration, après expiration du délai de traitement, vaut acceptation — B.O. (édition arabe) n° 7194 du 11 mai 2023, pp. 4689 (texte) et 4690 et s. (annexe). Vérification faite sur l'annexe : le département chargé du sport n'y figure pas.

- Arrêté conjoint du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la formation professionnelle n° 1727-95 du 20 septembre 1995 édictant un statut type des associations sportives des établissements d'enseignement — B.O. n° 4340 du 3 janvier 1996 (antécédent de la technique du statut-type).
- Arrêté du ministre de la jeunesse et des sports n° 1100-16 du 27 jourmada II 1437 (6 avril 2016) édictant les statuts-types des associations sportives — B.O. n° 6466 du 19 mai 2016, éditions arabe et française.
- Arrêté du ministre de la jeunesse et des sports n° 2647-12 du 6 jourmada I 1434 (18 mars 2013) édictant les statuts-types des fédérations sportives — B.O. n° 6140 du 4 avril 2013, éditions arabe et française — tel que complété par l'arrêté n° 638-14 du 28 rebia II 1435 (28 février 2014), article premier, second alinéa (dérogations statutaires selon les spécificités de la discipline) — B.O. n° 6235 du 3 mars 2014, p. 3030; trad. fr., B.O. n° 6236 du 6 mars 2014, p. 2485.
- Arrêté du ministre de la jeunesse et des sports n° 2148-14 du 8 chaabane 1435 (6 juin 2014) fixant le modèle du livret médical du sportif licencié (reproduit au recueil ministériel de décembre 2016, p. 269).
- Arrêtés portant habilitation de fédérations sportives — au titre de l'art. 17 de la loi n° 06-87 : n° 1392-02 du 4 septembre 2002 (B.O. n° 5036 du 5 septembre 2002, p. 2571) et n° 2179-08 du 12 décembre 2008 (B.O. n° 5709 du 16 février 2009, p. 490); au titre de l'art. 25 de la loi n° 30-09 : n° 3233-15 du 28 août 2015 (B.O. n° 6404 du 15 octobre 2015, p. 8403) et n° 1696-24 du 1er juillet 2024 (B.O. n° 7321 du 29 juillet 2024, p. 4867).
- Dahir n° 1-58-376 du 15 novembre 1958 réglementant le droit d'association, tel que modifié et complété — B.O. n° 2404 bis du 27 novembre 1958.
- Loi n° 06-87 relative à l'éducation physique et aux sports, promulguée par le dahir n° 1-88-172 du 13 chaoual 1409 (19 mai 1989), abrogée par l'art. 117 de la loi n° 30-09.
- Loi n° 41-90 instituant les tribunaux administratifs.
- Loi n° 09-09 complétant le code pénal (art. 308-1 à 308-19) — B.O. ar. n° 5956, pp. 3081-3082; trad. fr. n° 5956 bis, pp. 1773-1774.
- Loi n° 97-12 relative à la lutte contre le dopage dans le sport, modifiée et complétée par la loi n° 06-23 promulguée par le dahir n° 1-24-01 du 7 rejab 1445 (19 janvier 2024) — B.O. (éd. arabe) n° 7266 bis du 19 janvier 2024, p. 417; trad. fr., B.O. n° 7314 du 4 juillet 2024, p. 1673.
- Loi organique n° 111-14 relative aux régions, promulguée par le dahir n° 1-15-83 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015) — trad. fr., B.O. n° 6440 du 18 février 2016, p. 197; loi n° 47-96 relative à l'organisation de la région, promulguée par le dahir n° 1-97-84 du 23 kaada 1417 (2 avril 1997) (abrogée, visée par l'art. 32 de la loi n° 30-09).
- Loi n° 55-19 relative à la simplification des procédures et des formalités administratives, promulguée par le dahir n° 1-20-06 du 11 rejab 1441 (6 mars 2020) — B.O. n° 6866 du 19 mars 2020.
- Loi n° 35-25 portant création de la Fondation Maroc 2030, promulguée par le dahir n° 1-25-54 du 10 safar 1447 (4 août 2025) — B.O. (éd. arabe) n° 7428 du 7 août 2025, p. 5739.
- Décret n° 2-22-387 du 17 chaoual 1444 (8 mai 2023) fixant la liste des décisions administratives auxquelles le silence de l'administration vaut acceptation — B.O. (éd. arabe) n° 7194 du 11 mai 2023, pp. 4689 (texte) et 4690 et s. (annexe).

2. Documents institutionnels

- Message de Sa Majesté le Roi aux participants aux Assises nationales du sport, Skhirat, 24 octobre 2008 — texte intégral, agence Maghreb Arabe Presse.
- CESE, *La politique sportive au Maroc*, saisine n° 26/2019 de la Chambre des Conseillers, Rabat, 2019.

- CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS, Direction du contrôle et de l'évaluation des politiques publiques, présentation relative à l'évaluation de la Stratégie nationale du sport 2008-2020, support de cadrage du groupe de travail thématique, avril 2024 (en langue arabe).
- CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS, proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 30-09 relative à l'éducation physique et aux sports, texte enregistré sous le n° 244 le 13 janvier 2021 (en langue arabe; sans aboutissement à ce jour).
- CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS, proposition de loi portant création du Conseil supérieur du sport, texte n° 388, déposée le 25 février 2025 (en langue arabe; en instance d'examen).
- Exposé du chef du gouvernement devant la Chambre des Conseillers, séance mensuelle des questions de politique générale consacrée aux politiques publiques dans le domaine du sport, 27 janvier 2026 — données citées d'après l'exposé oral, le compte rendu intégral de la séance faisant foi.
- INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES, «) » 30.09 دراسة وتحليل للقانون La législation sportive au Maroc : étude et analyse de la loi n° 30-09), journée d'étude, Salé, 6 mai 2024 — recommandations rapportées par la presse (Madar21.com).
- CESE, *L'économie du sport : un gisement de croissance et d'emplois à mettre en valeur*, avis, auto-saisine n° 60/2022, Rabat, réf. ASA-C1-092021-60-7144-fr, notamment pp. 7 et 19.
- COMMISSION CONSULTATIVE POUR LE FOOTBALL, *منهاج الاحتضان*, publications du Secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports, 1983.
- MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS, Secrétariat général, direction de la coopération, de la communication et des études juridiques, *النصوص التشريعية والتنظيمية لوزارة الشباب والرياضة* (Textes législatifs et réglementaires du ministère de la jeunesse et des sports), recueil, décembre 2016, 341 p.

3. Doctrine

- ABAKIL (S.), « Gouvernance du sport au Maroc : cadre juridique, enjeux budgétaires et préparation du Mondial FIFA 2030 », *IJAFAME — International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, vol. 6, n° 13, 2025, pp. 381-406, DOI 10.5281/zenodo.17739774.
- ABAKIL (S.), « Écoles sportives du futur : vers une politique d'infrastructures sportives scolaires partagées au Maroc », *Revue internationale de la recherche scientifique (Revue-IRS)*, vol. 4, n° 4, juillet 2026, pp. 6430-6445, ISSN 2958-8413, DOI 10.5281/zenodo.21512031.
- EL AKARI (A.), « Réformes de la loi régissant le sport au Maroc : lecture analytique », *Podium of Sport Sciences*, vol. 1, n° 1, 2023, ISSN 2820-7564, DOI 10.34874/IMIST.PRSM/podium-v1i1.36462, pp. 50-70.
- EL AKARI (A.), « Droit du sport : une nouvelle branche juridique? », conférence au Secrétariat général du Gouvernement, 24 juin 2022, in *Actes des travaux du programme au titre de l'année 2022*, SGG, pp. 62-70.
- EL GHAZALI (M.) et ELOTMANI (B.), « Le cadre juridique régissant le sport au Maroc : enjeux et perspectives », *African Scientific Journal*, vol. 3, n° 17, avril 2023, pp. 409-438.

مجلة القانون والأعمال الدولية

International Journal of Law and Business



جامعة الحسن الأول سطات

UNIVERSITÉ HASSAN 1^{er} - SETTAT

www.Droitentreprise.com



مجلة القانون والأعمال الدولية مجلة علمية محكمة حكومية تصدر عن
جامعة الحسن الأول المغرب - مختبر البحث قانون الأعمال -
كلية العلوم القانونية والسياسية - سطات

ISSN:2509-0291 / impact factor 2.998



نشر أكاديمي محكم



معايير دولية



رؤية عالمية



<https://doi.org/10.63585/VLQV1532>

مجلة القانون والأعمال الدولية

VOLUME 11 | ISSUE 05 | NUMBER 66

الإصدار رقم 66 أكتوبر 2026

بمشاركة باحثين وأساتذة من 16 جنسية



محاور الإصدار رقم 66

القانون الجنائي	قانون الأسرة وعلوم الفقه	قانون المال والأعمال	الرقمنة والذكاء الاصطناعي
القانون الرياضي	الشغل والحماية الاجتماعية	العقار والتعمير	المساطر الإجرائية
القانون الدستوري	القانون الإداري	القانون الدولي	القانون البيئي
الدراسات بالفرنسية	الإدارة الصحية بالإنجليزية	الدراسات بالإنجليزية	العلوم السياسية

الإدارة الأكاديمية و النشر :

الاستاذ محمد افقي

المدير المسؤول :

الدكتور مصطفى الفوري

إدارة التحرير :

الدكتور رياض فخري



ISSN: 2509-0291

impact factor 2.998



www.droitentreprise.com



mforki22@gmail.com



00212687407665



بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

مجلة القانون والأعمال الدولية

Revue internationale du droit des affaires



جامعة الحسن الأول
UNIVERSITÉ HASSAN 1ER



تصدر عن
جامعة الحسن الأول بسطات

مجلة حكومية تابعة لجامعة الحسن الأول بسطات



Mforki22@gmail.com



www.droitentreprise.com



00212687407665

الاعتمادات الدولية والفهرسة



للأرشفة الدولية
وجمالية حقوق المؤلف



مؤسسة
أكبر قاعدة بيانات للمجلات
الدولية المحكمة



دليل دولي للمجلات الأكاديمية
بوفر معلومات موثوقة عن
المجلات والناشرين في
مختلف المجالات



تغطي هذه القاعدة من أكبر
وأوسع قواعد المعلومات
الإلكترونية في المكتبات الأكاديمية



معامل التأثير والاستشهادات
المرجعي العربي
Arab Citation &
Impact Factor



معرف رقمي دائم (DOI)
يستخدم لمحاكاة المحتوى
الأكاديمي وتسهيل الوصول إليه



منظمة عامة لوثيق لتوثيق
الأنشطة البحثية والعلمية
للأفراد على مستوى عالمي



منصة أكاديمية متخصصة في تجميع
وفهرسة المعلومات البحثية
المحتوى العلمي لزيادة اكتشاف
الأبحاث وربطها



بعمل على تسجيل العقود علي
كيانات البحث وربطها بمعرفها، بما
وبقفا ونقشها واناحة
لستخدامها



معتمدة من طرف
HAL SCIENCE
الخزينة البيفية الفرنسية
للأبحاث العلمي العالمج



قاعدة بيانات بحثية عالمية
اكتشاف الإنتاج العلمي وتتبع
الاستشهادات والروابط البحثية



قاعدة بيانات دولية للفهرسة
وتقييم المجلات العلمية وفق
معايير الجودة الأكاديمية



مكتبة رقمية عالمية تتيح الوصول
إلى الكتب والأبحاث والوثائق
بصيغة إلكترونية



منصة لاكتشاف وإدارة
المصادر والمراجع
العلمية



منظمة ISSN لترقيم
المجلات الدولية المحكمة



قاعدة بيانات فهرسة المجلات
العلمية تشمل: الأبحاث والنشر
(ISSN) وتصنيف ذي المجلات
الفهرسية والمقالات



منصة عالمية تعتمد علي الذكاء
الاصطناعي لاكتشاف الأبحاث
وتحليلها وتوفرها الباحثين
حول العالم



منصة تساعد الأبحاث واعتماد مية
التدريس في اكتناش المجلات
المختلفة بمجلات المعاصم



قاعدة بيانات العربية لتتبع
الوصول إلى المجلات المجلات
والبحوث الأكاديمية



محرك بحث أكاديمي عالمي
يُدار من جامعة بيلفيلد الألمانية
يعمل على فهرسة الأبحاث العلمية
عالية الجودة من مختلف التخصصات



مؤسسة SCIRP
تصنيف المجلات العلمية الدولي



قاعدة بيانات فهرسة
المجلات الأكاديمية والبحثية
من مختلف التخصصات



من أهم الأنظمة الحديثة للتعريف
بالمواقع العلمية الإلكترونية عبر
منح كل رابط رقماً تعريفياً فريداً



بوابة بحث من الوصول إلى
الأبحاث والبيانات المفتوحة
المتوفرة من مصادر متعددة



ZDB - قاعدة بيانات الدوريات الألمانية
تعد ZDB أكبر قاعدة بيانات للدوريات في ألمانيا،
وتوفر معلومات بيبليوغرافية دقيقة حول المجلات
والناشرين، بما في رقم التعريف (ZDB-ID)،
ISSN، اللغات، والتهنات والمقنوج.



المعهد المغربي للإعلام
العلمي والتقني



مؤسسة
قاعدة بيانات المجلات الدولية



Online - Open Access

اللغات: العربية، والإنجليزية



مجلة علمية محكمة
تسهم في نشر الثقافة القانونية والاقتصادية
على المستويين الدولي والوطني

ISSN : 2509-0291
ملف الصحافة : 2017-05



مجلة حكومية
تصدر عن جامعة
الحسن الأول
سطات



تم نشر هذا المؤلف بدعم من

جامعة الحسن الأول بسطات لأجل دعم البحث العلمي

مجلة القانون والأعمال الدولية

الإيداع القانوني	: ISSN: 2509-0291- 2019 PE0018
ملف الصحافة	: 05 / 2017 ص
الطبع	: دار السلام للطباعة والنشر والتوزيع – الرباط شارع الحسن الثاني زنقة طونكان عمارة 23، رقم 2، ديور الجامع الرباط المغرب
المدير المسؤول	: الدكتور مصطفى الفوري
الهاتف	: 00212-6-87-40-65
البريد الإلكتروني	: Mforki22@gmail.com
الموقع الرسمي للمجلة	: www.droitentreprise.com http://doi.org/10.63585/VLQV1532
رابط DOI لهذا الاصدار	

تخلي أسرة تحرير المجلة مسؤوليتها عن أي انتهاك لحقوق الملكية الفكرية

جميع الحقوق محفوظة لمجلة القانون والأعمال الدولية © 2026

مجلة القانون والأعمال الدولية

منصة علمية دولية محكمة في القانون والأعمال



إدارة هيئة التحرير



أ.د. رياض فخري : مدير مخبر البحث قانون الأعمال جامعة الحسن الأول بسطات
أ.د. طارق مصدق : أستاذ التعليم العالي بجامعة الحسن الأول بسطات

المدير المسؤول



أ.م. مصطفى الفوركي : مخبر البحث قانون الأعمال جامعة الحسن الأول بسطات

نائبة المدير المسؤول



أ.د. منى كامل تربيكي : أستاذة القانون الدولي بكليات الإمارات - محكم دولي

الإدارة الأكاديمية والنشر



أ.د. محمد أفقيير : متخصص في القانون المالي و الضريبي جامعة الحسن الأول بسطات

الإدارة التقنية



أ. محمد أمين اسماعيلي : باحث في العلوم القانونية - الإدارة التقنية

روابط مهمة



الموقع الإلكتروني : www.droitentreprise.com



صفحة المجلة : www.facebook.com/droitentreprise



البريد الإلكتروني : MFORKI22@GMAIL.COM



— جودة علمية .. رؤية دولية .. تأثير مستدام —



جامعة الحسن الأول
UNIVERSITÉ HASSAN 1^{ER}

هيئة تحرير المجلة

قانون الأعمال



- أ.د : رياض فخري : مدير مختبر البحث قانون الأعمال جامعة الحسن الأول بسطات - المغرب
- أ.د : طارق مصدق : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : رشيد الطاهر : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : عبد الكريم عباد : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : منى مسلومي : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : عائشة فضيل : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : عز الدين بنستي : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بالدار البيضاء - المغرب
- أ.د : عبد الرحيم شميعة : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب
- أ.د : نادية قايدي : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة - المغرب
- أ.د : نادية النحلي : أستاذة التعليم العالي بكلية الشريعة بفاس - المغرب
- أ.د : زينب الفاسي الفهري : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- أ.د : المصطفى بوزمان : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية السويسي الرباط - المغرب
- أ.د : كريم أعراب : أستاذ التعليم العالي بمجموعة المعهد العالي للتجارة و ادارة المقاولات الرباط - المغرب
- د : ثاني بن علي ال ثاني : عضو محكمة التحكيم التابعة لغرفة التجارة الدولية بباريس ممثلاً دولة قطر - قطر
- د : عالي طوير : أستاذ التعليم العالي مؤهل بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية السويسي - المغرب
- د : سعد بهتي : أستاذ التعليم العالي مؤهل بجامعة ابن زهر اكادير - المغرب
- د : يونس الأزرق الحسوني : أستاذ التعليم العالي مؤهل بجامعة الحسن الأول بسطات - المغرب
- د : فاطمة برتاوش : أستاذة التعليم العالي مؤهلة بجامعة القاضي عياض مراكش - المغرب
- د : دينا إسماعيل أبو زيد : أستاذ مشارك في القانون المدني، قسم القانون الخاص بكلية الحقوق، جامعة الملك عبد العزيز - السعودية
- دة : أمال ناجي : أستاذة التعليم العالي مؤهلة بجامعة محمد الأول بوجدة - المغرب
- دة : ناهض حنان أستاذة باحثة في قانون الأعمال جامعة الحسن الثاني الدار البيضاء - المغرب

القانون المدني



- أ.د : محمد بخنيف : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- أ.د : منير مهدي : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بالرباط - المغرب
- أ.د : زينب تاغيا : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة - المغرب
- أ.د : أمينة أيت حسين : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- أ.د : سعاد الزروالي : أستاذة القانون المدني بكلية الحقوق جامعة ظفار سلطنة عمان
- أ.د : ياسين المفقود : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و السياسية سطات - المغرب
- أ.د : نادية أيوب : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- د : محمد الحبيب بداغ : أستاذ التعليم العالي مؤهل بجامعة القاضي عياض - المغرب
- د : مريم خراج : أستاذة التعليم العالي مؤهلة بجامعة محمد بن عبد الله - المغرب
- د : نهله أحمد فوزي : أستاذ القانون المدني المساعد بكلية إدارة الأعمال قسم القانون جامعة الحدود الشمالية - المملكة العربية السعودية
- د : سيف هادي عبدالله الزويني : أستاذ القانون المدني بكلية الحقوق - جامعة النهرين - العراق
- د : أسماء مصطفى عبد القادر غنيمات : أستاذة بكلية الحقوق جامعة البلقاء التطبيقية - المملكة الاردنية الهاشمية
- د : أحمد سمير الصوفي : أستاذ القانون المدني بكلية العلوم السياسية /جامعة كركوك - العراق
- د : عبدالرازق وهبه سيداحمد : أستاذ القانون المدني المساعد كلية الدراسات الانسانية و الادارية كليات عنبزة - السعودية
- د : رجائي عبد الرحمن عبد القادر عوض : أستاذ قانون المرافعات المساعد جامعة اوروك بغداد - العراق
- د : عمار شاكر محمود فيصل : أستاذ القانون المدني - جامعة تكريت - كلية القانون - العراق
- د : يوسف كبيطي : أستاذ محاضر بكلية العلوم القانونية و السياسية جامعة شعيب الدكالي الجديدة - المغرب





هيئة تحرير المجلة



القانون العقاري و الأسرة



- أ.د : ادريس الفاخوري: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : ادريس بلحساني : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : محمود ميسين: أستاذ التعليم العالي بجامعة ابن زهر أكادير - المغرب
- د : ياسين الكعيوش: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- د : محمد بومدين: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب
- د : محمد خلوقي : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- د : يونس الحكيم : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب
- د : حسناء جبران: أستاذة التعليم العالي بجامعة محمد الخامس - الرباط - المغرب

القانون الجنائي



- أ.د : الرشيد سيد حسن محمد: عميد سابق بكلية القانون جامعة الخرطوم , أستاذ مشارك بنفس الجامعة - السودان
- أ.د : علي بن خلفان بن علي الهنائي : أستاذ القانون الجنائي المشارك ورئيس قسم علوم الشرطة بكلية الشرطة بأكاديمية السلطان قابوس - سلطنة عمان
- أ.د : عبد الرحمن أسامة : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : خدوج فلاح : أستاذة التعليم العالي بكلية القانون والعلوم السياسية - بسطات - المغرب
- أ.د : بناصر حاجي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : أحمد العلالي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : حسن الحريية : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس- المغرب
- أ.د : شعبان محمود محمد الهواري : أستاذ القانون الجنائي المشارك كلية القانون - جامعة خليج السدرة - ليبيا
- أ.د : نعمان عطا الله الهيّتي : أستاذ القانون بكلية القانون جامعة الشارقة - الامارات العربية المتحدة
- د : ابراهيم الغندور: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- د : ابراهيم أشويعر: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية مراكش - المغرب
- د : فيصل كرمات : أستاذ التعليم العالي بجامعة المولى اسماعيل - مكناس - المغرب
- د : عبد الواحد الدافي : أستاذ التعليم العالي بجامعة شعيب الدكالي - المغرب
- د : عبير حمدي محمد حسن : أستاذة القانون الجنائي مساعد - جامعة الملك عبد العزيز - المملكة العربية السعودية
- د : عبداتي الزيوكاي : أستاذ التعليم العالي بجامعة المولى اسماعيل - مكناس - المغرب
- د : أحمد اسامل كامل حسنية : أستاذ قانون الاجراءات الجزائية المساعد بكلية الحقوق جامعة ظفار - سلطنة عمان

قانون الشغل



- أ.د : عبد اللطيف الخالفي : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- أ.د : فاطمة حداد : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسلا - المغرب
- د : أمينة رضوان : رئيسة مجلة الرائدة في العلوم القانوني - المغرب
- د : لطيفة جبران: أستاذة التعليم العالي مؤهلة بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب



هيئة تحرير المجلة

قانون المعاملات الالكترونية



- أ.د : بشرى النبية : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- أ.د : هشام البخفاوي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية جامعة ابن زهر اكادير- المغرب
- أ.د : عبد الوهاب المعمري: أستاذ القانون / مساعد العميد لشؤون الجودة جامعة الاسراء - الاردن
- د : ضياء علي احمد نعمان : أستاذ زائر بكليات الحقوق بالمغرب
- د : محمد بومديان : أستاذ محاضر بجامعة المولى اسماعيل بمكناس - المغرب

القانون الضريبي



- أ.د : عبد القادر تيعلاتي: عميد سابق بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسطات-المغرب
- أ.د : أحمد العلالي : عميد كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بطنجة - المغرب
- أ.د : محمد السيد عطية ببيرس : أستاذ القانون بكلية العلوم والدراسات الانسانية بالدوامي جامعة شفاء الامارات العربية المتحدة
- أ.د : إبراهيم أحطاب : أستاذ التعليم العالي بجامعة ابن زهر - أكادير - المغرب
- أ.د : محمد محمد عبد اللطيف : أستاذ القانون العام كلية الحقوق جامعة المنصورة مصر

القانون الإداري و الدستوري



- أ.د : ثامر محمد رخيص حسين : رئيس فرع القانون العام بكلية القانون جامعة الكوفة - العراق
- أ.د : عمر عبد الله عمر أمبارك : أستاذ مشارك بجامعة سرت - ليبيا
- أ.د : اكرامي بسيوني عبد الحي خطاب : أستاذ بجامعة شقراء - المملكة العربية السعودية
- أ.د : هالة علي : أستاذ مشارك في القانون الاداري - كلية الحقوق جامعة الاصاله - المملكة العربية السعودية
- أ.د : باسل علي عباس: أستاذ القانون باللغة الانجليزية - جامعة القادسية - العراق
- أ.د : الميلود بوطريكي أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بوجدة -المغرب
- د : ميثم منفي كاظم العميدي : أستاذ مساعد - جامعة الكاظم - العراق
- د : يونس مليح : أستاذ التعليم العالي بالكلية المتعددة التخصصات الرشيدية - المغرب
- د : ليلى طوير: أستاذة القانون العام بجامعة الحسن الثاني الدار البيضاء
- د : ميثم منفي كاظم العميدي أستاذ مساعد في قسم القانون اقسام بابل جامعة الكاظم العراق
- د : ولاء خليل حسين قديمات : أستاذة العلوم السياسية/جامعة الخليل - فلسطين

القانون الدولي و العلوم السياسية



- أ.د : العميد : وسام نعمت ابراهيم السعدي : عميد كلية الحقوق جامعة الموصل - العراق
- أ.د : منى كامل تركي : أستاذ القانون بكليات الحقوق - بالإمارات العربية المتحدة
- أ.د : محمد بوبوش : أستاذ التعليم العالي بالكلية المتعددة التخصصات بالناظور - المغرب
- أ.د : عبد الوهاب كريم : أستاذ التعليم العالي جامعة قابوس - سلطنة عمان
- أ.د : النذير صالح الخليفة عباس : أستاذ القانون الدولي بكليات العيزة الأهلية المملكة العربية السعودية
- أ.د : احمد ناصر حسين العيساوي : تدريسي في جامعة القاسم الخضراء أختصاص قانون دولي - العراق
- د : سعد عبدالله الجعدان : دكتور في القانون الدولي

العلوم الأمنية و الاستراتيجية



- أ.د : عبد القادر تيعلاتي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسطات-المغرب

الرقمنة و التدبير



- د : ضياء نعمان: أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- د : حنان الانصاري : أستاذة التدبير بجامعة القاضي عياض مراكش - المغرب
- د : مصطفى خياطي : أستاذ محاضر بجامعة الحسن الثاني الدار البيضاء - المغرب



الهيئة الاكاديمية و النشر



مجلة القانون والأعمال الدولية

- د. الحسن اليوسي : دكتور في الحقوق إطار بوزارة الاقتصاد و المالية
- د. هشام بلخنفر : محام بهيئة اكادير - دكتور في الحقوق
- د. أسماء مقاص : دكتورة في الحقوق - مسؤولة العلاقات العامة بالمجلة -
- د. حكيمة مؤذن : دكتورة في العلوم القانونية والسياسية
- د. محمد بلحاج الفحصي : دكتور في الحقوق
- د. يوسف تملكوتان : دكتور في القانون الخاص
- د. نبيل لبيب : دكتور في القانون الخاص
- د. المهدي بوي : دكتور في الحقوق
- ذ. قمرية قباب : دكتورة في القانون الخاص
- د. خالد هيدان : دكتور في القانون الخاص
- د. يوسف كييطي : دكتور في القانون الخاص
- ذ. حيدا عز الدين : دكتور في القانون الخاص
- د. معاذ الخيار : دكتور في القانون الخاص
- ذ. محمد أويالاك : محام بهيئة الرباط
- ذ. نبيل سدري : دكتور في القانون الخاص
- د. بيشا حسان : دكتور في القانون الخاص
- ذ. مريم زان : دكتورة في القانون العام
- د. هودي لمخايل : دكتورة في القانون الخاص
- د. معاذ الخيار : دكتور في القانون العام
- د. فضيل ناصري : دكتور في البلاغة و تحليل الخطاب
- د. عبد المغيث الحاكمي : دكتور في القانون الخاص
- د. عبد الاله شني : دكتور في القانون الخاص
- د. فردوس القاسمي : دكتورة في القانون الخاص
- د. يوسف ايت اعمر : دكتور في القانون الخاص
- د. زكرياء بليلاچ : دكتور في القانون العام و العلوم السياسية
- د. محمد الادريسيس حسني : دكتور في القانون الخاص
- د. عبد العزيز الهلالي : دكتور في القانون العام و العلوم السياسية
- د. محمد عبد الجليل الشيخ القاضي : دكتور في الحقوق -
رئيس مركز نواكشوط للدراسات القانونية و الإجتماعية
- د. محمد يحظيه ولد البكاي : دكتور في الحقوق -
ممثل المجلة في موريتانيا
- د. الريكاظ لحسن : دكتور في القانون الخاص
- د. كوثر الرفاعي : دكتورة في القانون الخاص
- د. فاطمة امراج : دكتورة في القانون العام و العلوم السياسية
- د. محمد دحاني : دكتور في القانون العام
- د. الهام سربوتي : دكتورة في القانون الخاص
- د. سماعيلي مصطفى : دكتور في القانون الخاص
- د. عبد الله المخلوق : دكتور في القانون العام
- د. محمد المعروفي : دكتور في العلوم القانونية و السياسية
- د. عبد اللطيف ازيور : دكتور في القانون العام
- د. محمد الحليمي : دكتور في القانون الخاص
- ذ. يونس الصالحي : باحث بصف الدكتوراه
- ذ. حمزة جابر : باحث بصف الدكتوراه بجامعة ابن زهر أكادير
- ذ. محمد حفو : باحث في سلك الدكتوراه بكلية الحقوق وجدة
- ذ. وصال الشرقي : باحثة بصف الدكتوراه بكلية الحقوق السويسي
- ذ. دينيشي يونس : باحث بصف الدكتوراه بكلية الحقوق بسطات
- ذ. خديجة جليلي : باحثة بصف الدكتوراه بدار الحديث الحسنية
- د. عبد الكريم بالهدي : دكتور في القانون الخاص
- ذ. فاطمة أفقيير : محامية بهيئة أكادير
- ذ. التوزاني محمد : باحث بصف الدكتوراه
- ذ. عمر الفطواكي : دكتور في القانون الخاص
- ذ. حللمي سعيدة : باحثة بصف الدكتوراه
- ذ. المهدي البوعزيزي : باحث بصف الدكتوراه
- ذ. الخضراوي عبد الهادي : باحث بصف الدكتوراه
- ذ. ايمان مجدوب : باحثة بصف الدكتوراه
- ذ. بسمة خروبي : باحثة بصف الدكتوراه
- ذ. مجن محمد : باحث بصف الدكتوراه
- ذ. هاجر جيور : باحثة بصف الدكتوراه
- ذ. هاجر ماحي : باحثة بصف الدكتوراه
- ذ. رشيد الدغور : باحث بصف الدكتوراه
- ذ. صفاء خلوقي : باحثة بصف الدكتوراه
- ذ. عبد الواحد الركيكلي : باحثة بصف الدكتوراه
- ذ. مجن محمد : باحث بصف الدكتوراه
- ذ. مصطفى رمضان عبد القادر
مدرس مساعد بجامعة دهوك التقنية - معهد ناكري -
ممثل المجلة في العراق
- ذ. عادل عبد الله عزيز
مدرس بجامعة التقنية الشمالية . الكلية التقنية
الادارية الموصل العراق
- ذ. باسل علي عباس
أستاذ بجامعة القادسية - العراق
- د. محمد حمدي عبد العليم علا -
كلية الحقوق جامعة طنطا مصر



28	الابتكار في البحث العلمي المدعوم بالذكاء الاصطناعي الوكيل الاتجاهات والتطبيقات والتحديات الناشئة الدكتورة: خلود محمد النجاوي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - الإمارات العربية المتحدة
46	الحق في الخصوصية الرقمية وأثر انتهاكه في قيام المسؤولية المدنية والجزائية في التشريع العماني الدكتور: نزار حمدي قشطة رئيس قسم القانون العام - كلية الحقوق - جامعة الشرقية (محافظة الشرقية - سلطنة عمان) المحامي: إبراهيم بن خلفان السليمي محام وباحث في القانون العام - كلية الحقوق - جامعة الشرقية (محافظة الشرقية - سلطنة عمان)
68	التضليل السيبراني وهندسة الإدراك الرقمي: نحو إعادة بناء الحماية القانونية لنزاهة المعلومات والسيادة الإدراكية في عصر الذكاء الاصطناعي الدكتور: يونس مليح أستاذ محاضر مؤهل بجامعة مولاي إسماعيل - مكناس - كلية العلوم القانونية والسياسية بالرشيدية عضو فريق البحث في الدراسات القانونية والاجتماعية والسياسية
82	الذكاء الاصطناعي وتطبيقاته في المجال الشرطي: دراسة تحليلية في ضوء التجربة الإماراتية والممارسات الدولية الدكتور: خالد عبد الله الزعابي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - أبو ظبي
94	أثر التحول الرقمي على كفاءة اتخاذ القرار الإداري: دراسة تطبيقية على مؤسسة أطباء بلا حدود في قطاع غزة الدكتور: أحمد فرج أحمد أبو جزر أستاذ مساعد في تخصص إدارة الأعمال - جامعة فلسطين - قطاع غزة
111	حماية الأطفال من الاستخدام الرقمي الإشكالي دراسة مقارنة للسياسات التشريعية والتنظيمية والوقائية في الإمارات والمملكة المتحدة وأستراليا الباحث : علي حمود حمدان النعيمي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - الإمارات العربية المتحدة
130	الذكاء الاصطناعي وإشكالية المحتويات الزائفة الدكتورة: سميرة أصبان دكتورة في القانون العام والعلوم السياسية - جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء
142	حدود حرية النشر عبر منصات التواصل الاجتماعي في مواجهة حق الطفل في الخصوصية: دراسة تحليلية مقارنة في التشريع القطري الباحث: سعود عبد العزيز البوهاشم السيد باحث متخصص في العلوم القانونية
158	الوساطة الإلكترونية في تسوية المنازعات الدكتورة: نبيلة الغشيم دكتوراه في القانون الخاص

167	إمكانات توظيف الذكاء الاصطناعي التوليدي في تصميم استراتيجيات تعلم تكيفية لتعزيز الوعي بالأمن السيبراني - دراسة تحليلية المقدم الدكتورة : بدرية علي الحوسني عضو هيئة تدريس في كلية الشرطة/ دولة الإمارات العربية المتحدة والطالب الباحث : عبدالله محمد عمر القاسمي
188	حماية المعطيات الشخصية بالمغرب في ظل تصاعد التهديدات السيبرانية: مقارنة قانونية تقنية لتحقيق التوازن بين الأمن والخصوصية الباحثة : حسناء الشقوري باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية بطنجة - جامعة عبد المالك السعدي
204	التحيز الخوارزمي في القرارات الإدارية المبنية على خوارزميات الذكاء الاصطناعي: دراسة تحليلية مقارنة الباحثة: مشاعل عابد الحربي طالبة ماجستير - قسم القانون العام - كلية الحقوق - جامعة الملك عبد العزيز - المملكة العربية السعودية
233	الحماية الجنائية للأنظمة الذكية والمعلوماتية في التشريع القطري: دراسة تحليلية الباحث: تميم ياسر عبد الله محمد البلوشي باحث متخصص في العلوم القانونية
252	الرقمنة والتواصل السياسي: الفرص والتحديات الباحث: رضوان النكادي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس الباحث يوسف الإدريسي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس تحت إشراف الأستاذ الدكتور: محمد فقيهي أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس، تخصص القانون الدستوري وعلم السياسة
265	قانون الضمان الاجتماعي في مواجهة التحديات الرقمية والاجتماعية الباحثة فرح الزوجال باحثة بسلك الدكتوراه القانون الخاص - مختبر القانون والمجتمع والرقمنة - جامعة عبد المالك السعدي بطنجة
279	توظيف تقنية البلوك تشين في إجراءات الترخيص التشغيلي للاستثمار الأجنبي بالمملكة العربية السعودية الدكتور : علاء الدين محمد سيد محمد أبو عقيل أستاذ القانون الإداري المشارك - كلية الحقوق - جامعة الملك عبد العزيز
304	رقمنة السجل التجاري في القانون المغربي والمقارن: قراءة في الإطار القانوني ومستجدات الإصلاح الدكتور : عبد الحميد اشتوك دكتور في القانون الخاص - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادير - جامعة ابن زهر -
319	أثر الاقتصاد الرقمي في جذب الاستثمار الأجنبي المباشر: دراسة مقارنة بين فلسطين ومصر (2008-2024) الباحث: هشام عبد الكريم إبراهيم الكحلوت باحث دكتوراه - قسم الاقتصاد - جامعة البطانة

التحول الرقمي في مجال الشركات التجارية الباحث: أيوب بنقاسم طالب باحث بسلك الدكتوراه في القانون الخاص جامعة محمد الخامس بالرباط - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال - مركز دراسات الدكتوراه في القانون والاقتصاد تحت إشراف الدكتور: علال فالي أستاذ التعليم العالي، كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال، جامعة محمد الخامس، الرباط.	334
عيوب الإرادة في العقود الإلكترونية - بين كفاية القواعد التقليدية و متطلبات الثقة الرقمية - الباحثة : فاطمة الزهراء جبارة طالبة باحثة بسلك الدكتوراه	343
● محور قانون المال و الأعمال	
الحماية الجنائية للاستثمار الأجنبي في المملكة العربية السعودية في ضوء رؤية 2030 الأستاذ الدكتور: شاكر بن مقبل العصيمي أستاذ القانون الجنائي المشارك - عميد كلية العدالة الجنائية وعلوم الجريمة جامعة نايف العربية للعلوم الأمنية - الرياض - المملكة العربية السعودية	365
رهن السندات في القانون الموريتاني دراسة تحليلية مقارنة في ضوء إصلاح الضمانات المنقولة الدكتور: العالم الحسن عالي أستاذ متعاون بكلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة نواكشوط	375
الآثار القانونية المترتبة على فسخ عقد التأمين الصحي وفقا للقواعد الخاصة بعقود التأمين في التشريع الأردني الدكتور: فيصل موسى الحباري أستاذ مساعد - كلية الحقوق، قسم القانون الخاص - جامعة الإسراء - عمان، الأردن الدكتور: علي محمد الزعبي أستاذ القانون المدني - كلية الحقوق، قسم القانون الخاص - جامعة الإسراء - عمان، الأردن	385
الالتزامات القانونية الناشئة عن العقود التجارية في ظل التحول الرقمي في الأردن (دراسة تطبيقية على عقود البيع الإلكتروني والخدمات الرقمية) الأستاذ الدكتور: عبد الله حميد الغوييري أستاذ القانون التجاري المشارك - جامعة لوسيل - قطر الدكتور: أسعد خليفة سلمان بني حسن أستاذ القانون التجاري المساعد - نقابة المحامين الأردنيين الأستاذ الدكتور: عثمان النور عثمان الحاج أستاذ القانون التجاري المشارك - جامعة لوسيل - قطر	401
دعوى المنافسة غير المشروعة كوسيلة لحماية العلامة التجارية: دراسة مقارنة الدكتور: مولاي أحمد سالم أستاذ متعاون بجامعة نواكشوط - موريتانيا	419
البيانات الشخصية كعنصر في الأصل التجاري: إشكالية التوفيق بين تسليع الزبناء وحماية المعطيات الشخصية الدكتورة: إيمان التيس أستاذة باحثة بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - جامعة مولاي إسماعيل - مكناس	435

آليات تحديد خصوم المرافعة من طرف جهاز السنديك الدكتور: جمال حميدا دكتور في القانون الخاص	441
مسطرة الإعفاء في قانون المنافسة المغربي والفرنسي الباحثة: غيثة الدريوش طالبة باحثة بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكدال - جامعة محمد الخامس بالرباط تحت إشراف الأستاذة الدكتورة: بشرى النية أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكدال - جامعة محمد الخامس بالرباط	451
آليات تحسين مناخ الأعمال بين تنزيل النموذج التنموي الجديد وقانون الإطار للإصلاح الجبائي الباحث: عبد المجيد زيان باحث بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية المحمدية - جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء	461
خصوصية التنفيذ على أسهم شركات المساهمة المدرجة بالبورصة الباحث: ادوحسين المحفوظ باحث بسلك الدكتوراه - مختبر القانون والمجتمع، تكوين الدكتوراه في العلوم القانونية والسياسية - جامعة ابن زهر أكادير	475
فعالية الضمانات العينية المقيدة في مواجهة مساطر صعوبات المرافعة: دراسة تحليلية في ضوء التشريع المغربي الباحث: عبد العالي الزنافري طالب باحث بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة ابن طفيل القنيطرة	489
الوساطة بين القانون 95.17 و قانون المسطرة المدنية الدكتورة نهال اللواح أستاذة جامعية بكلية الحقوق بطنجة الكاتبة العامة للمركز المغربي للتحكيم ومنازعات الأعمال رئيسة تحرير المجلة المغربية للتحكيم العربي و الدولي	503
مسؤولية الناقل البحري في ضوء الاتفاقيات الدولية والنظام البحري التجاري السعودي: دراسة تحليلية مقارنة الباحثة : منار محمد الغامدي باحثة ماجستير في القانون الخاص، كلية الحقوق، جامعة الملك عبدالعزيز تحت إشراف الدكتورة : هادية أحمد بالخير أستاذ مشارك في القانون التجاري، كلية الحقوق، جامعة الملك عبدالعزيز	508
حدود سلطة المحكم في التحكيم التجاري الدولي الباحثة : عفاف صبار طالبة في سلك الدكتوراه جامعة القاضي عياض مراكش	544
أثر استراتيجيات ريادة الأعمال على التعليم الجامعي لدى الجامعات الفلسطينية في المحافظات الجنوبية الفلسطينية الباحث : مروان محمد ثابت مشتهى باحث اكاديمي-تخصص إدارة الأعمال	556

• محور قانون الأسرة وعلوم الفقه

577	حماية النسب واستقرار الأسرة من المخاطر الرقمية: دراسة موضوعية ومقاصدية معمقة لاختبارات الأنساب التجارية في ضوء مدونة الأسرة المغربية الدكتورة: سناء المتدين أستاذة زائرة بكلية العلوم القانونية والسياسية بطنجة
588	منهج الإمام البيضاوي في ضوء القراءات القرآنية: دراسة تحليلية الباحث: بلال جبر خميس عماد محاضر أكاديمي غير متفرغ بالجامعة الإسلامية - قطاع غزة
601	منظومة القيم الصوفية ورهان النموذج التنموي المغربي: مقارنة قانونية مؤسسية الباحث: عبد الإله ذهبي طالب باحث بسلك الدكتوراه جامعة سيدي محمد بن عبد الله - ظهر المهرز - فاس - المغرب
621	فتاوى الإمام ابن باز الفقهية الواردة في كتاب مجموع فتاوى الإمام ابن باز (زكاة الفطر) الباحث: عمرو زهير محمود نوفل باحث في العلوم الشرعية والإسلامية

• محور القانون الجنائي

638	الضمانات الجنائية الإجرائية للدليل الرقمي - دراسة مقارنة الدكتور: إبراهيم عبد الصمد صالح البلوشي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - دولة الإمارات العربية المتحدة
658	المسؤولية الجنائية الدولية عن "التحريض الألي" على الإبادة الجماعية الدكتور: علي ناجي صالح الأعوج الأستاذ المشارك بقسم القانون الدولي العام - كلية الشريعة والقانون - جامعة صنعاء
714	التفتيش الجنائي على ضوء قانون المسطرة الجنائية الجديد 03.23 الدكتورة: سكينه غزاوي دكتورة في القانون الخاص أستاذة زائرة بكلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة الحسن الأول بسات
727	سرقة القوى المحرزة الباحث نور الدين طارق الرجبي باحث بسلك الدكتوراه
742	المصادرة والإجراءات التحفظية في مكافحة غسل الأموال الباحث: الجازي الكبيسي كلية القانون - جامعة لوسيل - دولة قطر
757	دور مبدأ إقليمية القانون الجنائي في تحديد الاختصاص القضائي للجرائم الإلكترونية الباحث: المهدي لهبي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية السويسي - الرباط

764	المحكمة الجنائية الدولية: حدود العدالة الجنائية في ظل التوازنات السياسية الدولية - دراسة تقييمية الباحثة: فلة رياض هاشم أبو الرب شعبة القانون العام والعلوم السياسية - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية السويسي - الرباط
781	مدى ارتباط جريمة الفساد بغسل الأموال دراسة تحليلية على ضوء اتفاقيتي غسل الأموال ومكافحة الفساد الأستاذة الباحثة: روضة محمد علي العبد الله جامعة لوسيل - دولة قطر
795	الحماية الجنائية للبيانات الشخصية في قطر الباحث: صالح فرج صالح مبارك التركي باحث متخصص في العلوم القانونية والجنائية
808	دور النيابة العامة في جرائم الشيك الباحث: هشام حدادي باحث بسلك الدكتوراه في كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بمكناس
● محور القوانين المسطرية و الاجرائية	
825	الحماية القانونية للمتطوع في دولة الإمارات العربية المتحدة (دراسة تحليلية مقارنة في ضوء التشريع الاتحادي والتنظيم المحلي في إمارتي دبي وأبوظبي) الدكتور: عبد الله سالم محمد فاضل الحضرمي عضو هيئة التدريس - كلية الشرطة وزارة الداخلية - دولة الإمارات العربية المتحدة
837	مبدأ سلطان الإرادة في العقد وحدوده في ظل التدخل التشريعي - دراسة في ضوء قانون الالتزامات والعقود والنصوص ذات الصلة - الدكتور: محفوظ أحمد سيد عبد الله دكتور في القانون الخاص
853	إشكالية التضخم التشريعي وأثره على الأمن القانوني الدكتور: أمحمد الأحمد دكتور في العلوم القانونية والسياسية أستاذ زائر بجامعة محمد الخامس بالرباط - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية السويسي
867	نظام الضمان في التشريع الجمركي بالمغرب الدكتور: عجان عزيز دكتور في القانون الخاص - تخصص العلوم الجنائية
887	الإلغاء الاستباقي للعقد كآلية لمواجهة خطر الإخلال المتوقع - دراسة مقارنة الباحثة: تمارا سعد مغامس باحثة بسلك الدكتوراه تخصص: القانون الخاص - الجامعة الإسلامية في لبنان
907	التدخل القضائي في تأويل العقد الاستهلاكي: بين أسس حماية التوازن وحدود الأمن التعاقدية. الباحثة: دعاء الشلي باحثة بسلك الدكتوراه

التسليم في العقود العينية: دراسة في المفهوم والطبيعة والوظائف في التشريع الموريتاني الدكتور : مولاي عبد الرحمن اد/ مولاي إسماعيل دكتور في القانون الخاص	919
سبب رفع دعوى إشهار إفلاس المدين في المدارس القانونية المعاصرة والشريعة الإسلامية "دراسة فقهية تطبيقية تطبيقاً على النظام القانوني السوداني" الدكتور: سامي عبد الحميد إبراهيم أحمد الأستاذ المشارك بكلية الحقوق جامعة الملك فيصل المملكة العربية السعودية وكلية الشريعة جامعة القرآن الكريم والعلوم الإسلامية-السودان.	931
• محاور قانون العقار و التعمير	
التنظيم القانوني للمعاملات العقارية ذات الطابع التجاري في المملكة العربية السعودية: نحو منظومة تشريعية مستدامة الدكتورة : زبيدة عبد الهادي اتييم كلية القانون - جامعة الأمير سلطان	959
الرهن العقاري بين الفقه المالكي والقانون الموريتاني الدكتور: محمد الأمين أحمد أستاذ متعاون بجامعة نواكشوط	980
دور فقه المحافظة العقارية في تكريس ضوابط النظام العام التعاقدية الدكتور: عبد الهادي رشدي دكتور في الحقوق عضو مركز الرحامنة للأبحاث والدراسات القانونية والاجتماعية والإنسانية أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب	997
توثيق التصرفات الواردة على تقسيم العقارات: دراسة تحليلية في ضوء القانون 25.90 الباحث: الحسن أندوري باحث بسلك الدكتوراه في القانون الخاص - الكلية المتعددة التخصصات بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس الدكتورة: ابتسام علمي أستاذة باحثة في القانون الخاص - الكلية المتعددة التخصصات بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس	1031
القرارات السلبية للمحافظ على الأملاك العقارية في مسطرة التحفيظ العقاري: بين سلطة الإلغاء والرفض وضمانات المشروعية الباحثة: كوثر الغزال طالبة باحثة بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والسياسية بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس الأستاذة الدكتورة: ابتسام علمي أستاذة محاضرة مؤهلة - كلية العلوم القانونية والسياسية بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس	1047
تطبيقات الخبرة في منازعات العقار ورقابة القضاء عليها الباحث: سفيان شايب باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال - جامعة محمد الخامس بالرباط	1065

1083	المرأة السلالية ورهان التنمية المستدامة وفق القوانين الجديدة الباحث: مصطفى بن لغريسي طالب باحث بسلك الدكتوراه - الكلية المتعددة التخصصات بالرشيدية - جامعة مولاي إسماعيل مكناس الدكتور: عبد العالي لعديري أستاذ باحث - الكلية المتعددة التخصصات بالرشيدية - جامعة مولاي إسماعيل مكناس
1094	المكانة الجديدة للمرأة السلالية بين حيف الأعراف وتدخل القانون الباحثة: إيمان فضلي طالبة باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية عين السبع - جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء مختبر الهندسة متعددة التخصصات للأعمال والمهارات الناعمة والتدبير والقانون (LIASMAD) محامية بهيئة المحامين بسات
	• محور قانون الشغل و الحماية الاجتماعية
1110	اختراعات الأجراء: أية مقارنة قانونية لحماية حقوق أطراف عقد الشغل؟ الدكتورة: نادية المشيشي أستاذة باحثة في قانون الأعمال كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال - جامعة محمد الخامس بالرباط
1122	كرونولوجيا الاجتهاد القضائي بشأن الطبيعة القانونية لمسطرة الفصل بسبب الخطأ الجسيم (دراسة تحليلية نقدية) الدكتور: رشيد الزعيم دكتور في القانون الخاص - جامعة محمد الخامس بالرباط كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - سلا
1134	مفتشية الشغل بين الرقابة والوساطة في منازعات الشغل الباحثة : شيماء الجباري الحسني باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - عين السبع، جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء الدكتورة: ابتسام بلحداد أستاذة التعليم العالي - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - عين السبع، جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء
1146	التعليم التقني والمهني وتمكين المرأة في فلسطين: دراسة حالة في الكلية الجامعية الذكية للتعليم الحديث الباحثة : آسيا القواسمي باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بطنجة - جامعة عبد المالك السعدي - المملكة المغربية الأستاذ الدكتور: توفيق السعيد أستاذ التعليم العالي - جامعة عبد المالك السعدي - المملكة المغربية
1159	أثر القيادة الابتكارية على التميز المؤسسي لدى العاملين في مجمع الشفاء الطبي بقطاع غزة الباحث: رائد خميس محمود حماد متخصص في إدارة الأعمال - قطاع غزة
1180	دور الوكالة الوطنية لإنعاش التشغيل والكفاءات في إرساء أسس الدولة الاجتماعية الباحث: عياد باتي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة الحسن الأول بسات، مختبر البحث في قانون الأعمال مفتش الشغل من الدرجة الثانية

1192	مفتش الشغل بين الرقابة والتصالح: دراسة في ازدواجية الوظيفة وآثارها على علاقات الشغل الدكتورة : وسيلة جلال دكتورة في القانون الخاص
1205	مسطرة الاستماع للأجير في ضوء التحول الرقمي الباحث: مراد البورقادي باحث في سلك الدكتوراة، مختبر الدراسات والأبحاث في القانون الخاص، الهندسة القانونية والتنمية المستدامة، كلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس - متخصص في قضايا قانون الشغل وتدير العلاقات المهنية
● محور القانون الرياضي	
1215	تحولات عقود الرعاية الرياضية في ضوء الممارسة القانونية الدكتور: محمد الحليمي دكتور في الحقوق أستاذ زائر بالكلية المتعددة التخصصات بالعرائش
1231	حماية القاصر في الرياضة: بين النظرية والممارسة الدكتور: يوسف أبويعقوب دكتور في الحقوق أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والسياسية بتطوان الدكتورة: أحلام عليمي أستاذة باحثة بكلية العلوم القانونية والسياسية بتطوان - منسقة ماستر المنازعات والتحول الرقمي رئيسة فريق البحث في السياسة الجنائية والأمن الأسري والعقاري بمختبر الدراسات والأبحاث القانونية والسياسية والتنمية
1241	مكافحة تعاطي المنشطات في المجال الرياضي: دراسة في مدى ملائمة التشريعات الوطنية للمقتضيات الدولية - حالة القانون رقم 06.23 الدكتور: حميد اسليماني دكتور في القانون العام والعلوم السياسية - أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسلا
● محور القانون البيئي	
1258	قراءة في القوانين البيئية بالمغرب الدكتور: وليد حديديوي دكتور في القانون العام والعلوم السياسية، جامعة الحسن الثاني الدار البيضاء
1269	الطاقات المتجددة والهيدروجين الأخضر: "من الأمن الطاقى إلى السيادة الطاقية" الدكتور المصطفى حيان دكتور في القانون العام والعلوم السياسية باحث في السياسات العمومية جامعة القاضي عياض، مراكش أستاذ زائر بكلية الحقوق بالمغرب
محور القانون الدولي	
1282	مدى كفاية قواعد القانون الدولي الإنساني لحماية المدنيين أثناء حرب المدن (حرب السودان 15 أبريل 2023م - نموذجاً) الدكتور موسى محمد مصباح استاذ مشارك كلية القانون، جامعة النيلين - السودان
1298	الحصانات والامتيازات الدبلوماسية للمبعوث الدبلوماسي في فقه المالكية والقانون الدولي دراسة فقهية قانونية مقارنة. الدكتور : مهدي بن عبد الكريم الصوتي باحث من جامعة القرويين كلية الشريعة-أكادير.

تطور الذكاء الاصطناعي وخروجه عن السيطرة تهديدات ومخاطر الدكتور سيف محمد سيف السويدي عضو هيئة التدريس - كلية الشرطة - أبوظبي بالاشتراك مع الدكتور ممدوح خليل البحر عضو هيئة التدريس - كلية الشرطة - أبوظبي	1320
أزمة الهجرة والنزوح القسري في ظل النزاعات في غرب إفريقيا الباحثة : ليلي اليحيوي باحثة في القانون الدولي بجامعة محمد الخامس الرباط	1342
المغرب والعمق الأفريقي: الأبعاد الجيواقتصادية والأمنية لمبادرة الأطلسي ومشروع أنبوب الغاز (نيجيريا - المغرب) الباحث : إبراهيم النوحى باحث في السنة الخامسة من سلك الدكتوراه في القانون العام والعلوم السياسية كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بالمحمدية	1359
النزاع في منطقة الأحواز (إيران) الباحثة / بدور آل خليفة طالبة في ماجستير في الشؤون الدولية والسياسات العامة جامعة لوسيل دولة قطر بإشراف الدكتور / محمد اوريا	1373
الشرق الأوسط ما بعد الحرب الإيرانية الأمريكية: تحولات القوة وإعادة تشكيل النظام الإقليمي الباحث : بدر بتال العتيبي باحث في الشؤون الدولية والسياسات العامة حاصل على درجة الماجستير في الشؤون الدولية والسياسات العامة	1387
● محور القانون الإداري	
هل أن أوان التحكيم الضريبي في المغرب؟ من منطق الحظر إلى إمكان بناء عدالة جباية بديلة دراسة تحليلية في القانون المغربي على ضوء مستجدات 2026 الدكتور مصطفى الفوري دكتور في القانون الخاص	1407
المصادر الشرعية للقضاء الإداري السعودي الدكتور فيصل بن صبر اللويش الشمري الأستاذ المساعد بقسم القانون في كلية الشريعة والقانون بجامعة حائل	1428
وقف تنفيذ القرار الإداري السلبي دراسة مقارنة المحامي الدكتور انمار هيثم نعمة الساعدي رئيس القسم القانوني كلية القانون جامعة اوروك-بغداد المحامي الدكتور رجب محمد ندا رئيس قسم القضايا بالإصلاح الزراعي محاضر القانون الإداري بكلية القانون مصر الدكتور رجائي عبدالرحمن عبدالقادر عوض أستاذ قانون المرافعات المدنية المساعد كلية القانون جامعة اوروك -بغداد	1449

1467	"التعويض غير النقدي في القضاء الإداري السعودي" الدكتور : محمد بن عبدالله بن محمد الملحم أستاذ مساعد-كلية الحقوق-جامعة الملك فيصل بالأحساء-المملكة العربية السعودية
1487	"البرامج الميزانية" كرافعة لتكريس نجاعة المالية العمومية وتعزيز المسؤولية التدبيرية الدكتور: فهد فيلالي، دكتور في القانون العام جامعة سيدي محمد بن عبد الله إطار إداري وباحث في التدبير العمومي والحكامة المالية
1508	دور الآليات الحديثة للتدبير والتسويق الترابي في ضمان تنافسية المجال الدكتور هشام عميد دكتور في القانون العام والعلوم السياسية جامعة الحسن الأول- سطات
1524	سلطة التعيين في الوظائف السامية في دول المغرب العربي الدكتور سيد محمد محمد فاضل أستاذ القانون متعاون بجامعة نواكشوط- موريتانيا
1535	التحكيم في منازعات عقود المقاولات العمومية وحدود التحول في ضوء مستجدات قانون التحكيم المغربي الجديد رقم 95.17 الدكتور محمد علالي دكتور في القانون الاقتصادي أستاذ باحث بالمركز الجهوي لمهن التربية والتكوين لجهة سوس ماسة/أكادير
1561	العدالة الضريبية بالمغرب: بين الحق والواجب الدكتور إبراهيم بنفراج أستاذ زائر بجامعة ابن زهر
1581	المنهجية الجديدة لإعداد مشروع قانون مالية السنة بالمغرب في ضوء الكتلة الدستورية للمالية العمومية الدكتور : محمد أحتيتيش دكتور في القانون العام، جامعة سيدي محمد بن عبد الله بفاس
1596	تطور شروط المصلحة في دعوى الإلغاء بين التوسع والتقييد القضائي: دراسة تحليلية مقارنة الدكتور عبد القادر يوسف شامخ أستاذ متعاون مع كلية العلوم القانونية والسياسية بجامعة نواكشوط
1609	الرقابة الجبائية في ظل التحول الرقمي بالمغرب الباحثة : جهان المليح طالبة باحثة بسلك الدكتوراه بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسلا
• محور القانون الدستوري	
1626	حرية التعبير في موريتانيا، دراسة في الحماية الدستورية وواقع الممارسة الدكتور الطاهر ولد أحمد أستاذ متعاون بجامعة نواكشوط
1641	أسس الملكية الدستورية في المغرب الدكتور سيد محمد محمد فاضل أستاذ القانون متعاون بجامعة نواكشوط

المركز الدستوري لمنظمة التحرير الفلسطينية وأثره في بنية النظام الدستوري الفلسطيني الباحثة : مرام عوض عامر نصار باحثة في سلك الدكتوراه في القانون العام بحث مستخلص من أطروحة الدكتوراه الموسومة بعنوان الإرادة الدولية في وضع الدساتير الوطنية (فلسطين نموذجاً) دراسة تحليلية وصفية	1650
من الشرعية الانتخابية إلى شرعية الانجاز في النظام الدستوري المغربي الدكتور : أنوار التازي دكتور في القانون العام والعلوم السياسية جامعة الحسن الثاني -الدار البيضاء	1673
• محور العلوم السياسية	
اللجان النيابية لتقصي الحقائق في الممارسة البرلمانية المغربية دراسة على ضوء تجارب وممارسات دولية مقارنة - الدكتور : محمد سكي أستاذ محاضر مؤهل بجامعة محمد الخامس، الرباط باحث في القانون الدستوري والعلوم السياسية كلية العلوم القانونية و الاقتصادية و الاجتماعية، سلا	1688
الأحزاب السياسية وتكوين الكفاءات وإنتاج النخب السياسية: الوظائف، الآليات، وحدود الفعل الحزبي " دراسة حالة المغرب" الباحثة : الزهرة اباحني طالبة في سلك الدكتوراه جامعة محمد الخامس الرباط كلية العلوم القانونية والاقتصادية و الاجتماعية سلا	1710
• محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية	
Minimum Wages and Overtime Premium in Light of Saudi Labor Law and the Fair Labor Standards Act (FLSA) Dr. Osama Abdulrahman Alkhamis Assistant Professor of Civil Law, Private law Department, College of Law, King Faisal University, Alahsa, Kingdom of Saudi Arabia	1724
Relationship Between Administrative, Strategic, and Training Dimensions of Total Quality Management and Performance Evaluation in Public Healthcare Facilities in the Gaza Strip Yousef. M. A. Alghoul Department of Business Administration, College of Graduate Studies, University of Al-Butana, Sudan Human Resources Planning Department, Planning and Performance Unit, Palestinian Ministry of Health, Gaza,	1749
Russia's Palestine Discourse in the Context of the Ukraine War: Anti-Westernism or a Principled Stance? Üniversite adı: Ankara Hacı Bayram Veli Üniversitesi Danışman: Prof.Dr. MEHMET SEYFETTİN EROL İKTİSADİ VE İDARİ BİLİMLER FAKÜLTESİ ULUSLARARASI İLİŞKİLER Öğrenci: Adı- soyadı: OSAMA T.A. MORTAGA	1771

Pollen grains and their evidentiary value in criminal investigations. Saleem Isaaf Alazab 1 Associate Professor in the Department of Law. Faculty of Law, Al-Balqa Applied University, Jordan. dr.alazab@bau.edu.jo. ORCID: https://orcid.org/0009-0001-0544-620X. Ali Ahmad Alzubi 1 Associate Professor in the Department of Law. Faculty of Law, Al-Balqa Applied University, Jordan. alialzubi@bau.edu.jo. ORCID: https://orcid.org/0009-0005-6602-101X. Sabah Mousa Abd Alrhmman Al Momani 1 Associate Professor. in the Department of Law. Faculty of Law, Al- Balqa Applied University, Jordan, Sabah.momani@bau.edu.jo, ORCID: https://orcid.org/0009-0007-8849-8470. Wael Hakam Qutishat Teacher, in the Department of Law. Faculty of Law, Al-Balqa Applied University, Jordan, 1 wael.qutishat@bau.edu.jo, ORCID: https://orcid.org/0009-0006-8843-5368.	1804
Concept of Ambiguity in Law and Language First Author of the study: El JAILI EL HAGMOHAMED ABDALLA OMER PhD Researcher in Law, University of Gezira -Faculty of Law – Sudan. Legal Advisor – Altameer Ltd Company – Riyadh – Kingdom of Saudi Arabia P.O. Box 10493 Riyadh 11433. E-mail : eljaili_net@yahoo.com Second Author of the study: Prof : Jodah Ibrahim MohamedElnor Rahama. Professor in Law, University of Gezira -Faculty of Law – Sudan	1815
• محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية "محور الإدارة الصحية"	
Mechanisms for Rationalizing Antibiotic Misuse among Patients in Primary Healthcare Centers in the Southern Governorates of Palestine Dr.Mohammed A. M. Abu Rayya Health consultant PhD Health Management	1883
The Impact of The Crises Challenges on The Performance of Healthcare Providers At AL- Shifa Medical Complex- Gaza Strip Dr.Wael Abdel Majeed Abdel Kareem Okasha - MOH - Gaza - PhD in Health Management	1909
محور الدراسات والأبحاث باللغة الفرنسية	
La gouvernance sportive en droit marocain (première partie) : un édifice normatif inachevé — la loi n° 30-09 et ses textes d'application Dr. Samir ABAKIL Équipe de recherche Management et Gouvernance du Sport Institut Royal de Formation des Cadres de la Jeunesse et des Sports (IRFC), Rabat	1935
L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET LE DROIT DES AFFAIRES AU MAROC : OPPORTUNITÉS, RISQUES JURIDIQUES ET PERSPECTIVES DE RÉGULATION Pr. Lamyae SAHRANE Maître de conférences habilitée à la FSJES de Mohammedia Laboratoire étude et recherche en droit privé et public et digitalisation Doctorante-chercheuse Nour El Houda KERMICHE Doctorante à la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Mohammedia Laboratoire étude et recherche en droit privé et public et digitalisation Université Hassan II Casablanca - MAROC	1949
Le financement participatif : Apports et risques DR . Mohamed KELLATI Enseignant chercheur, FSJP, UCD, El-Jadida	1964

La justice administrative marocaine à la lumière de la réforme du code de procédure civile n° 58.25 : transformations procédurales et enjeux de l'efficacité judiciaire Youssef Latrach Faculté des Sciences juridiques et politiques Université Sidi Mohamed Ben Abdellah - Fès	1973
La sauvegarde des entreprises en difficulté en droit marocain : fondements, mécanismes et limites Dr. Chaimaa MAROUFI Docteure en droit privé	1989
L'ÉGALITÉ DES CHANCES DANS LE DROIT DE SPORT : APPROCHE JURIDIQUE EN DROIT MAROCAIN Dr. Badre FASSI FIHRI Docteur en droit - Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Fès	1999
La coopération maroco-espagnole de lutte contre l'immigration clandestine Dr. Brahim NAITOUGARZ Docteur et chercheur en droit international et relations internationales	2007
Le consentement résiduel. Stratification de l'adhésion organisationnelle et défaisance non simultanée Dr. Salma KADIRI ALAOUI Docteure en sociologie des organisations Faculté des Sciences Humaines et Sociales, Université Ibn Tofail, Kénitra, Maroc	2021
La protection de l'assuré contre les clauses abusives : étude comparée des droits marocain et français Dr. Siham LAKBOUCHI Docteure en droit privé - Université Hassan II, Casablanca - MAROC Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Aïn Chock	2032
La preuve électronique : reconnaissance juridique et difficultés probatoires en droit marocain Dr. Asseya ABLI Docteure en droit	2041
LES DROITS DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE FACE À LA REVOLUTION NUMERIQUE : PRINCIPES, DEFIS ET EVOLUTIONS PREVUES Chercheuse KOUASSI Amino Désirée Colombe Doctorante en droit privé - Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Université Sidi Mohamed Ben Abdellah, Fès Encadrée par M. Abdellah MARGHICH professeur de l'enseignement supérieur à la même faculté	2058
Le consommateur entre adhésion et négociation dans les contrats de consommation électroniques El Alaoui Mohammed Doctorant Université Moulay Ismaïl (UMI) - Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales - Meknès Laboratoire : Droit et Développement Professeur encadrant : Pr. El Bakkay EL MAAZOUZ	2069
L'intelligence artificielle comme levier de transformation des politiques éducatives : opportunités, risques et perspectives pour le système marocain EHIRI NAAMA Faculté des sciences de l'éducation - Rabat Laboratoire de recherche sur l'analyse et l'évaluation des systèmes d'éducation et de formation - Rabat	2079

La responsabilité des prestataires de cloud face aux violations de la propriété intellectuelle générées par l'intelligence artificielle : enjeux juridiques et défis probatoires Abir OMRI Doctorante-chercheuse Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de Settât - Université Hassan 1er de Settât Pr. Soumaya AKKOUR Professeure de l'Enseignement Supérieur - Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de Settât - Université Hassan 1er de Settât	2094
La couverture sanitaire universelle au Maroc : un levier de la réforme du système de santé ELAMIM Abdelouahed Doctorant-chercheur Doctorant en droit public - FSJES Ain Chock, Casablanca	2112
L'adaptation du droit marocain de la concurrence face aux géants du numérique : entre impératifs d'innovation, compétitivité et souveraineté économique. AZEDDINE TANOUCHE Doctorant chercheur en droit privé Laboratoire : Essor, Droit, philosophie et société Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Université Sidi Mohamed Ben Abdellah, Fès	2126
La loi n° 58.25 relative à la procédure civile Lecture des principales nouveautés et enjeux de mise en œuvre EL BAIR Ali Doctorant-chercheur Université Hassan 1er de Settât - Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de Settât Laboratoire de Droit des Affaires	2135
L'équivalence fonctionnelle comme grille de contrôle de l'audience à distance La décision n° 255/25 de la Cour constitutionnelle marocaine et la loi n° 58.25 portant code de procédure civile Doctorant-chercheur MEHDI Nordin Doctorant en droit privé Faculté des sciences juridiques et politiques de Tanger - Université Abdelmalek Essaâdi Thèse préparée sous la direction de Monsieur le Professeur Soufiane MASRAR Adresse de correspondance : maitre.nordinmehdi@gmail.com	2145
La profession libérale d'avocat et le droit de la concurrence Doctorant-chercheur Mohammed Faouzi CHERRAQI Doctorant en droit privé - Université Hassan II de Casablanca - FSJES Mohammedia Pr. Ahmed ALLALI Maître de conférences habilité en droit privé - Université Hassan II de Casablanca - FSJES Mohammedia	2170

كلمة افتتاحية للاصدار رقم 66 من مجلة القانون والأعمال الدولية

بسم الله الرحمن الرحيم

العدد السادس والستون من مجلة القانون والأعمال الدولية

يصدر العدد السادس والستون من مجلة القانون والأعمال الدولية في لحظة تتسارع فيها وتيرة الإصلاح التشريعي، وتتبدل فيها أدوات العمل القانوني ومناهج البحث فيه. فما كان بالأمس موضوعا لاجتهاد فقهي محدود صار اليوم مادة لنصوص قانونية مستحدثة، وما كان يعد من قبيل الافتراض التقني أصبح واقعا تفرضه الممارسة على القاضي والمحامي والباحث على حد سواء. وفي هذا السياق تتحدد وظيفة المجلة العلمية: لا أن تواكب التحول وحده، بل أن تقيسه بميزان القاعدة القانونية، وتكشف ما فيه من مكاسب وما يعتريه من نقص.

وقد حرصت هيئة التحرير، في هذا العدد، على أن يكون البناء المعرفي للمجلة متوازنا في محاوره، متعدد المشارب في مواده. فقد توزعت الدراسات المنشورة بين القانون الخاص بفروعه، والقانون العام والعلوم السياسية، والقانون الجنائي، وقانون الأعمال، وقانون الشغل والحماية الاجتماعية، والقانون العقاري، والمساطر القانونية والقضائية، والقانون البيئي، والقانون الرياضي، إلى جانب الدراسات الشرعية وما يتصل بها من قضايا الأسرة والفقه، ومحور خاص بأثر الرقمنة والذكاء الاصطناعي في المنظومة القانونية، ومحور مستقل للدراسات المحررة باللغة الفرنسية.

وليس في هذا التنوع تشتيت، وإنما هو انعكاس لواقع القانون ذاته؛ إذ لم تعد الفروع القانونية جزرا معزولة، بل صارت الظاهرة الواحدة تستدعي أكثر من فرع وأكثر من منهج. ولذلك آثرنا في تقديم هذا العدد الإشارة العامة إلى محاوره دون الخوض في تفصيل كل دراسة على حدة، تاركين للقارئ أن يبني حكمه من النصوص نفسها.

ومن دواعي اعتزاز المجلة أن مواد هذا العدد وردت من باحثات وباحثين ينتمون إلى مؤسسات جامعية ومهنية متعددة داخل المغرب وخارجه، وأن بينهم أساتذة التعليم العالي وحاملي الدكتوراه والباحثين بسلك الدكتوراه وممارسي المهن القانونية. وهذا التعدد في المراتب والمشارب هو ما يمنح المجلة صفتها العلمية، ويجعلها فضاء للحوار بين النظرية والممارسة، لا منبرا لطرف دون آخر.

وقد خضعت جميع الدراسات المنشورة لمسطرة التحكيم العلمي المعتمدة بالمجلة، والتزمت هيئة التحرير في مراجعتها بمعايير الصياغة والتوثيق المقررة، مع الحفاظ على استقلالية كل باحث في آرائه واجتهاداته. فما يرد في هذه الدراسات من مواقف يلزم أصحابها وحدهم، ولا يعبر بالضرورة عن رأي المجلة.

وإننا إذ نضع هذا العدد بين يدي القارئ، نتقدم بالشكر إلى الباحثات والباحثين الذين أثروه بأعمالهم، وإلى السادة المحكمين على ما بذلوه من جهد في التقويم والتوجيه، وإلى كل من أسهم في إخراج هذا العمل إلى النور. ونجدد الدعوة إلى المشتغلين بالبحث القانوني للمساهمة في الأعداد المقبلة، بما يعزز رصيد المجلة ويخدم البحث العلمي في مجال القانون والأعمال. وبالله التوفيق.

والله ولي التوفيق

إدارة مجلة القانون والأعمال الدولية



كعادتها، تواصل مجلة القانون والأعمال الدولية ريادتها للمجلات القانونية العربية، وقد شهد الإصدار الأخير منها الموافقة على نشر 130 بحثًا بمشاركة 160 مشاركًا ما بين أستاذ جامعي ودكتور وباحث وممارس من 16 جنسية مختلفة.



هذه العسارة ناتجة بعد تحكيم أكثر من 360 بحثًا من طرف المحكمين المنضوين تحت لواء المجلة ومن مختلف الجنسيات، لأجل الوصول إلى أجود الأبحاث التي تستحق النشر.



إصدار شهر أكتوبر 2026

يعتبر الإصدار رقم 66 لمجلة القانون والأعمال الدولية من أجود الأعمال القانونية المحكمة، وقد شمل هذا الإصدار أبحاثًا من مختلف مشارب القانون موزعة على 16 محورا.



إحصائيات العدد 66

شمل الإصدار رقم 66 (130 بحثًا)



8

باللغة الإنجليزية



19

باللغة الفرنسية



103

باللغة العربية

الجنسيات المشاركة في هذا الإصدار

 السودان 5	 قطر 7	 الأردن 8	 موريتانيا 8	 السعودية 9	 الإمارات 9	 فلسطين 13	 المغرب 89
 ساحل العاج 1	 تركيا 1	 مصر 1	 البحرين 1	 اليمن 1	 العراق 2	 سلطنة عمان 2	 لبنان 3

عدد الأبحاث	محاور الإصدار رقم 66
20	محور الرقمنة والذكاء الاصطناعي
15	محور قانون المال والأعمال
4	محور قانون الأسرة وعلوم الفقه
10	محور القانون الجنائي
8	محور المساطر الإجرائية
8	محور العقار والتعمير
8	محور قانون الشغل والحماية الاجتماعية
3	محور القانون الرياضي
2	محور القانون البيئي
7	محور القانون الدولي
12	محور القانون الإداري
4	محور القانون الدستوري
2	محور العلوم السياسية
6	محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية
2	محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية: الإدارة الصحية
19	محور الدراسات والأبحاث باللغة الفرنسية
130 بحثًا	المجموع